



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante et onzième session**  
Rome, 6-7 décembre 2000

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AU

**ROYAUME DU CAMBODGE**

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL À ASSISE COMMUNAUTAIRE DANS  
LES PROVINCES DE KAMPONG THOM ET DE KAMPOT**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>v</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>vi</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>vii</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>viii</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Cambodge	2
D. Raison d'être du projet	3
<b>DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET</b>	<b>4</b>
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs du projet	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	12
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	13
H. Évaluation et gestion des risques	15
I. Impact sur l'environnement	15
J. Aspects novateurs	15
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>16</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>16</b>
 <b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>17</b>



## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA</b> (DONNÉES SUR LE PAYS)	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD LOANS IN CAMBODIA</b> (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU CAMBODGE)	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK</b> (CADRE LOGIQUE)	<b>3</b>
<b>IV. QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS</b> (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS)	<b>7</b>
<b>V. COSTS AND FINANCING</b> (COÛTS ET FINANCEMENT)	<b>8</b>
<b>VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT</b> (ORGANISATION ET GESTION)	<b>10</b>
<b>VII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS</b> (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	<b>14</b>

### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Riel cambodgien (KHR)
1,00 USD	=	3 800 KHR
1,00 KHR	=	0,00026 USD (juillet 2000)

### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

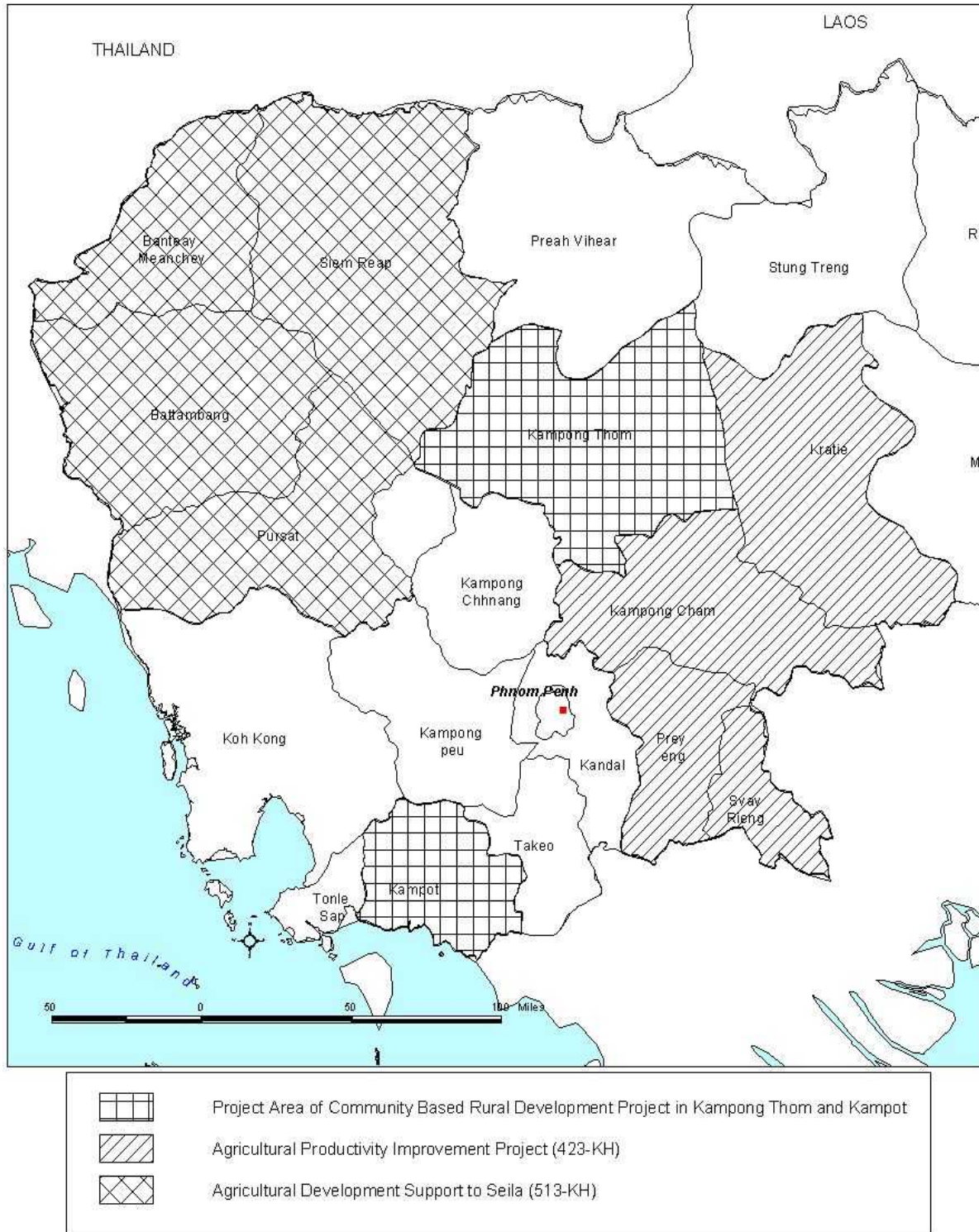
AusAID	Agence australienne de développement international
DED	Service allemand du développement
GTZ	Office allemand de la coopération technique
ONG	Organisations non gouvernementales
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USP	Unité de soutien du projet

### GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU CAMBODGE

**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

## OPÉRATIONS AU CAMBODGE ET ZONE DU PROJET

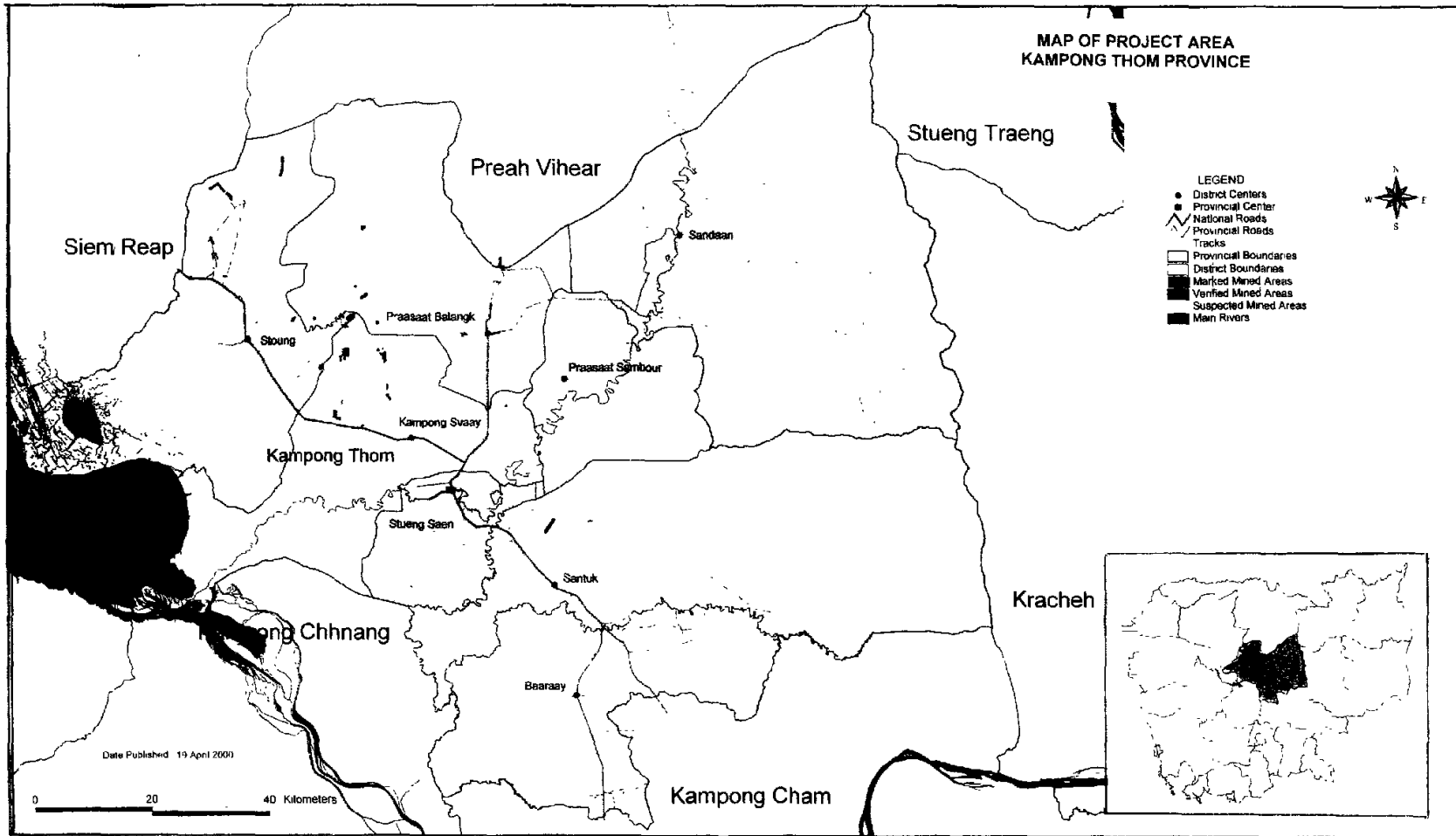


**Source:** Rapport d'évaluation prospective du FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*



ZONE DU PROJET DANS LA PROVINCE DE KAMPONG THOM

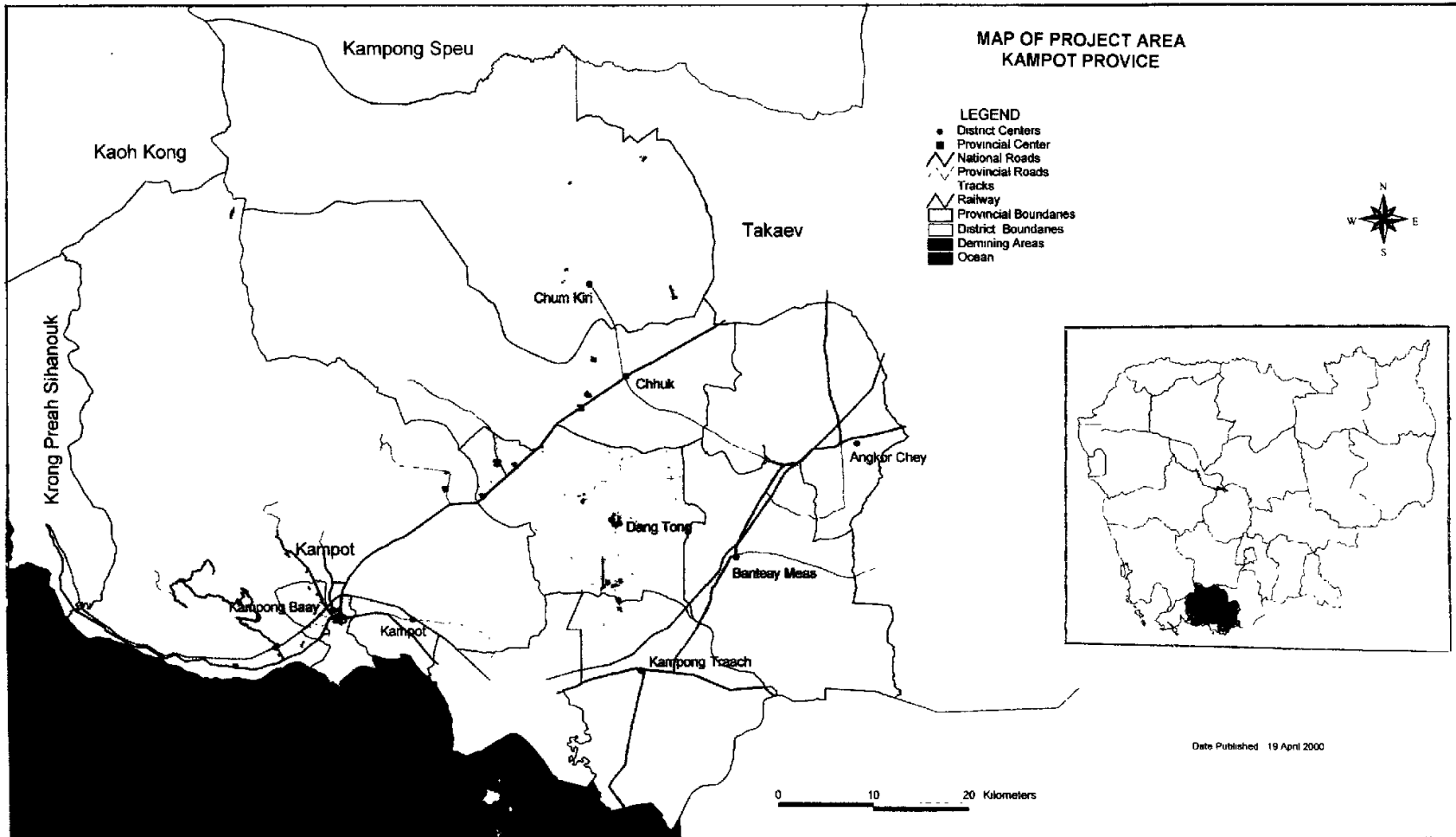


**Source:** Rapport d'évaluation prospective du FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*



ZONE DU PROJET DANS LA PROVINCE DE KAMPOT



VI

Source: Rapport d'évaluation prospective du FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## ROYAUME DU CAMBODGE

### PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL À ASSISE COMMUNAUTAIRE DANS LES PROVINCES DE KAMPONG THOM ET DE KAMPOT

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	Royaume du Cambodge
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Ministère du développement rural
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	22,85 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	7,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,00 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEURS:</b>	Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne par l'intermédiaire de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et du Service allemand du développement (DED), Programme alimentaire mondial (PAM) et Agence australienne de développement international (AusAID)
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne: 7,88 millions de USD  PAM: 1,30 million de USD  AusAID: 550 000 USD
<b>CONDITIONS DU COFINANCEMENT:</b>	Dons
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	1,82 million de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	1,30 million de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)



## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires du projet?** Le groupe cible consiste en 77 400 ménages pauvres vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 35 500 KHR par personne et par mois (112 USD par an) dans les provinces de Kampong Thom et Kampot, deux des quatre provinces cambodgiennes les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Les femmes constituent une partie importante du groupe cible compte tenu du rôle qu'elles jouent dans la production végétale et animale et les activités communautaires. Quelque 49 600 familles devraient bénéficier directement du projet quand il fonctionnera à plein régime.

**Pourquoi sont-ils pauvres?** Le ménages ruraux sont pauvres pour une ou plusieurs des raisons suivantes: i) ils n'ont pas suffisamment de terre et/ ou d'animaux de trait; ii) ils manquent de bras pour les travaux agricoles; et iii) ils ne sont pas informés sur les technologies améliorées, n'y ont pas accès et n'ont pas les moyens de faire les investissements qu'elles nécessitent. En outre, les pauvres n'ont pas accès aux services publics, à l'eau potable ni aux autres services sociaux.

**En quoi le projet peut-il aider les bénéficiaires?** Le projet aidera le groupe cible par les activités suivantes: i) améliorer l'aptitude des pauvres – grâce à un processus de mobilisation sociale et de développement participatif – à utiliser les ressources naturelles de manière rationnelle et à accéder aux services susceptibles de favoriser leur développement social et économique; ii) transférer des technologies de culture et d'élevage simples et éprouvées au moyen d'un programme de vulgarisation et de démonstration exécuté par et pour les agriculteurs pour répondre aux problèmes du groupe cible et améliorer la productivité et les revenus agricoles; iii) remettre en état de petits et moyens ouvrages d'irrigation et de maîtrise des eaux, pour que l'eau soit disponible dans les cultures tant pendant la saison des pluies que pendant la saison sèche; iv) créer des points d'eau potable et remettre les routes en état pour améliorer la santé et la productivité du groupe cible et lui ouvrir des débouchés commerciaux; et v) assurer un appui institutionnel aux prestataires de services locaux pour renforcer leur capacité à offrir efficacement au groupe cible des services conçus en fonction de la demande et selon une démarche participative.

**Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet?** La maîtrise du projet par le groupe cible est garantie par la stratégie de développement participatif. Les bénéficiaires participeront au développement communautaire, à la planification locale, aux démonstrations en champ paysans, aux programmes de multiplication de semences, aux actions de formation d'agriculteurs aux fonctions de vulgarisateurs et d'assistants vétérinaires villageois, à la construction des infrastructures rurales et à l'établissement de groupements/comités d'utilisateurs d'eau et d'entretien des équipements hydrauliques. Ils seront associés au suivi, à l'évaluation de l'impact ainsi qu'aux processus décisionnels locaux. Ils apporteront une contribution en espèces et en travail à la construction des ouvrages d'irrigation et d'approvisionnement en eau et seront entièrement responsables du fonctionnement et de l'entretien des équipements dont ils profitent directement.

**Les aspects novateurs sont les suivants:** i) c'est le premier projet multisectoriel de développement rural financé par le FIDA au Cambodge; ii) des mécanismes appropriés seront mis en place pour que les bénéficiaires assument pleinement la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures financées par le projet; iii) le projet soutiendra directement les organisations de base et les aidera à se démarquer; iv) la gouvernance sera améliorée grâce à une meilleure reddition de comptes et à des processus plus transparents de recrutement du personnel et de passation des marchés pour toutes les activités du projet; v) l'évaluation de l'impact du projet et le suivi par bénéficiaires seront rattachés systématiquement aux objectifs et aux résultats figurant dans le cadre logique; vi) les communautés et le personnel du projet seront sensibilisés à la problématique hommes-femmes et incités à la prendre en considération dans toutes les activités, et des accords familiaux entre les femmes et les autres membres de la famille seront encouragés pour garantir que les



femmes puissent participer au projet et aux prises de décisions; vii) compte tenu des faibles capacités des institutions, un manuel d'exécution du projet sera élaboré en tant que partie intégrante de l'évaluation prospective; viii) un appui institutionnel au processus de décentralisation et aux structures décentralisées sera fourni non seulement pour le projet lui-même mais aussi en vue de la coordination de tous les programmes de développement rural dans la zone du projet; ix) un processus participatif d'établissement du cadastre sera introduit pour garantir que les pauvres bénéficient des interventions du projet.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AU**  
**ROYAUME DU CAMBODGE**  
**POUR LE**  
**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL À ASSISE COMMUNAUTAIRE DANS LES**  
**PROVINCES DE KAMPONG THOM ET DE KAMPOT**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt au Royaume du Cambodge d'un montant de 7,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de développement rural à assise communautaire dans les provinces de Kampong Thom et de Kampot. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES**  
**ACTIVITÉS DU FIDA**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. Le Cambodge a une superficie de 117 000 km<sup>2</sup>. Il compte 11,5 millions d'habitants, soit 2,19 millions de ménages; la population, à 85% rurale, croît au rythme de 2,9% par an. Le pays a été ravagé par la guerre d'Indochine puis par la guerre "des camarades et des frères". Ces péripéties douloureuses ont fait du Cambodge le 22<sup>e</sup> pays le plus pauvre du monde en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant (260 USD en 1998) et le 137<sup>e</sup> sur 174 selon l'indice du développement humain. Ses 3,9 millions de ruraux pauvres représentent près de 34% de sa population totale. Un Cambodgien sur 250 a perdu un oeil ou un membre. La malnutrition touche jusqu'à 50% des enfants de moins de 5 ans, et le taux de mortalité infantile fait partie des plus élevés de l'Asie orientale - 102 morts pour 1 000 naissances vivantes. À peine la moitié de la population rurale a accès aux services de santé, 30% à l'eau potable et 19% à l'assainissement. Le taux d'infection HIV/SIDA serait le plus élevé d'Asie; la proportion des adultes infectés atteindrait 3,75%.

2. En 1999, le taux de croissance économique était égal à 4,0% par an, contre 1% en 1997 et en 1998. En 1998, le service de la dette ne représentait que 1,5% des exportations de marchandises et de services et les investissements étrangers directs s'élevaient à 121 millions de USD. Les réserves en devises atteignaient 420 millions de USD à la fin de 1999, de quoi payer quatre mois environ d'importations. L'inflation en fort recul depuis 1998 était de 6,5% en moyenne en 1999. La politique économique est sapée par un système de recouvrement défaillant, mais en progrès, une allocation des ressources inefficace, des institutions chancelantes et un personnel pléthorique et mal payé. Les inondations de l'été 2000 ont touché plus de 2 millions de personnes dans 17 des 23 provinces, abîmant ou détruisant plus de 250 000 ha de rizières.



3. L'agriculture est l'activité la plus importante du secteur primaire. En 1998, elle a fourni 50,6% du produit intérieur brut (PIB). On estime à 2,0 millions d'ha la surface des terres arables, soit près de 11% de la superficie totale. Le riz, qui occupe presque 90% de la superficie cultivée, ne fournit que moins d'un tiers du PIB agricole. L'agriculture est généralement pratiquée dans de petites exploitations familiales de 1 à 5 ha, dont les plus grosses se situent en altitude et dans le nord-ouest du pays. Les rendements en riz sont bas, 1,6 à 1,8 t/ha, principalement à cause de l'insuffisance des intrants, d'une mauvaise maîtrise de l'eau et de la défaillance de l'appui technique et des services de vulgarisation. L'élevage est un sous-secteur important parce qu'il fournit non seulement des animaux de trait mais aussi de la viande. Vu le grand nombre de plans d'eau dans le pays, la production de poissons pourrait tenir une place importante, en particulier dans le Tonle Sap. En 1995, 56% du pays étaient couverts de forêts. Pour protéger les forêts et l'environnement, le gouvernement s'emploie à faire appliquer la politique et la législation forestière.

### **B. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA**

4. Plusieurs enseignements issus de l'expérience du FIDA et d'autres partenaires du développement au Cambodge ont été pris en compte dans la conception et les modalités de mise en oeuvre des projets: i) l'accent doit être mis sur la lutte contre la pauvreté rurale en aidant directement les agriculteurs à améliorer leur sécurité alimentaire et à stabiliser leurs revenus; ii) le FIDA doit chercher à collaborer avec d'autres programmes de développement au niveau tant national que local pour fournir des services au groupe cible; iii) les projets doivent être aussi simples et flexibles que possible avec des objectifs, des procédures et une répartition des responsabilités d'exécution clairement définis; iv) les technologies promues par les projets doivent être faciles à adopter par le groupe cible et adaptées aux conditions et aux contraintes techniques locales; v) les projets doivent être conçus de façon à assurer un équilibre entre l'objectif à moyen et long terme de renforcer la capacité institutionnelle et l'objectif à court terme de réduire rapidement la pauvreté; vi) tous les bénéficiaires doivent être mobilisés et directement associés à la conception, la planification et l'exécution des projets; vii) les services mis en place par les projets doivent être viables, avec un recouvrement partiel des coûts quand cela est possible et l'attribution aux bénéficiaires de la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien de l'équipement; viii) des dons octroyés par d'autres partenaires de développement doivent assurer le financement de l'assistance technique indispensable au renforcement des capacités et à l'exécution des projets; ix) il faut un système d'incitations liées à la responsabilité et à la fiabilité du personnel; et x) dans le cadre de la politique de décentralisation, il est essentiel que le transfert des fonds des projets, du gouvernement aux autorités provinciales, se fasse sans entrave.

### **C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Cambodge**

5. **Politique nationale de lutte contre la pauvreté.** Pour lutter contre la pauvreté, voire l'éradiquer, le gouvernement mise sur la généralisation et l'accélération de la croissance économique, sur des programmes d'aide sociale aux familles les plus pauvres et sur diverses activités sociales et économiques pouvant rapidement améliorer les conditions de vie des pauvres. Le gouvernement, appuyé par la Banque mondiale, formule actuellement un document sur la stratégie de lutte contre la pauvreté.

6. **Activités des principaux donateurs.** Le montant total de l'aide publique au développement fournie au Cambodge était de 404 millions de USD en 1998 et de 388 millions de USD en 1999. Les financements annoncés pour 2000 s'élevaient à 542 millions de USD. En 1999, l'aide au développement se répartissait de la façon suivante: 61,9% pour la coopération technique; 34,5% pour les projets d'investissement, 2,8% pour l'aide budgétaire, le reste étant consacré aux secours d'urgence et à l'aide humanitaire. Les principaux donateurs finançant le secteur de l'agriculture et du développement rural sont l'Australie, le Danemark, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, le



Japon, la Suède, les États-Unis, la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG).

7. **Stratégie du FIDA au Cambodge.** La stratégie de pays du FIDA consiste à exploiter et élargir les initiatives réussies des donateurs et des ONG partageant sa philosophie et à adopter une approche communautaire, c'est-à-dire à: i) mettre l'accent sur la sécurité alimentaire des ménages et la stabilité de leurs revenus; ii) promouvoir la croissance économique au niveau des ménages et des communautés en dotant les communautés locales des moyens de gérer les ressources productives de façon efficiente et durable; iii) promouvoir un mécanisme permettant d'intégrer les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques ayant fait leurs preuves dans la formulation des politiques provinciales et nationales; et iv) rendre plus efficaces les approches du développement grâce à des modalités d'exécution tirant parti de l'expérience du développement agricole et rural acquise par le FIDA dans d'autres parties du monde.

8. Le projet est conçu de façon à refléter la stratégie institutionnelle du FIDA et à s'inscrire dans son programme de prêt pour l'Asie et le Pacifique: participation des bénéficiaires à la conception et à l'exécution des projets, ciblage sur les ruraux pauvres, priorité à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, appui aux organisations de base, promotion de la démarginalisation des femmes, encouragement à la décentralisation et la bonne gouvernance, participation des bénéficiaires au suivi et à l'évaluation d'impact et création de partenariats avec des donateurs partageant la même philosophie.

#### **D. Raison d'être du projet**

9. La stratégie du projet comporte les éléments suivants: i) amélioration de la capacité des pauvres à utiliser rationnellement les ressources naturelles et à accéder aux services susceptibles de favoriser leur développement économique et social, moyennant la mobilisation sociale et le développement participatif; ii) dans un premier temps, lancement des activités du projet dans les zones où l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) aura déjà commencé à développer le cadre institutionnel nécessaire et dans un deuxième temps élargissement de ces initiatives à d'autres zones, avec l'appui du projet; iii) transfert de technologies de culture et d'élevage simples et éprouvées pour contribuer à résoudre les problèmes du groupe cible et amélioration des revenus agricoles grâce à des programmes de vulgarisation et de démonstration; iv) remise en état des petits et moyens ouvrages d'irrigation et de maîtrise des eaux pour que l'eau soit disponible dans les cultures tant pendant la saison des pluies que pendant la saison sèche; v) création de points d'eau potable et remise en état des routes pour améliorer la santé et la productivité du groupe cible et lui ouvrir des débouchés commerciaux; vi) prise en charge par les bénéficiaires d'une partie des coûts de construction et de l'entière responsabilité du fonctionnement et de l'entretien des infrastructures rurales financés par le projet afin d'en garantir la pérennité et pour que les bénéficiaires en aient la maîtrise; vii) utilisation pour l'exécution du projet d'un système de passation des marchés garantissant la transparence et la reddition de comptes; et viii) appui institutionnel aux prestataires de services locaux pour renforcer leur capacité à offrir efficacement au groupe cible des services conçus en fonction de la demande et selon une démarche participative.

10. L'appui du FIDA à un projet de développement dans les provinces de Kampong Thom et de Kampot est pleinement justifié pour des raisons techniques et institutionnelles. Premièrement, les deux provinces sont classées deuxième et quatrième en termes de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et comme telles elles constituent une zone d'intervention prioritaire pour le FIDA. Deuxièmement, GTZ, l'Agence australienne de développement international (AusAID) et le Programme alimentaire mondial (PAM) partagent avec le FIDA les mêmes objectifs de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire. Troisièmement, le projet peut élargir les initiatives de GTZ qui ont efficacement appuyé les activités de développement économique et social

des organisations de base existantes et leur ont donné des moyens d'action. Quatrièmement, les programmes de GTZ et le Projet australien de vulgarisation agricole au Cambodge ont fourni des modèles d'activités améliorant la productivité agricole qui pourraient être repris dans des programmes provinciaux de développement agricole utilisant les directives nationales pour la vulgarisation agricole. Cinquièmement, GTZ et l'AusAID sont disposés à octroyer des dons pour financer l'assistance technique indispensable au renforcement des capacités et à l'exécution du projet, à l'expérimentation des nouvelles technologies et à la conduite d'activités pilotes. Enfin, le projet peut également profiter de l'expérience acquise et des approches testées dans d'autres parties du pays avec l'appui du FIDA. Dans ce contexte, on peut s'attendre à ce que le prêt du FIDA améliore rapidement la sécurité alimentaire et la stabilité des revenus des ménages.

## DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

### A. Zone du projet et groupe cible

11. **Zone du projet.** La zone du projet couvre les deux provinces de Kampong Thom et de Kampot. Elle compte 1,10 million d'habitants, soit 10% de la population totale du pays, répartis dans 211 901 ménages dont 91% de ruraux. Le système d'exploitation prédominant est axé sur la culture du riz pluvial, associée parfois à de petites cultures diverses et à un peu d'élevage. Une exploitation moyenne consiste en 1,3 ha environ de rizière produisant approximativement 1,8 t/ha dans la province de Kampong Thom et 1,6 t/ha dans celle de Kampot. Les cultures autres que le riz - poivrier, anacardiens, manguiers, cocotiers, palmier à sucre et légumes - occupent moins de 10% des terres cultivées. Le haricot mungo, le soja, le sésame, la patate douce et de nombreuses cultures annuelles sont également bien adaptées aux conditions ambiantes. Les débouchés commerciaux pour les fruits, les légumes et les cultures autres que le riz sont en expansion et intéressent de plus en plus le secteur privé. Il est possible d'améliorer le rendement du riz de 0,5 à 1,0 t/ha et de pratiquer une culture dérobée avant ou après le riz. La province de Kampong Thom élève beaucoup de bovins et de buffles, la province de Kampot qui possède un important cheptel bovin est une grosse productrice de porcs. La productivité de l'élevage est faible en raison des maladies, des parasites et de la mauvaise nutrition. La santé animale a récemment fait des progrès à la suite de l'arrivée d'assistants vétérinaires qui font payer leurs services. Les intermédiaires de microfinancement et les ONG qui travaillent dans la zone du projet assurent un crédit rural suffisant.

12. Les services publics d'appui au développement agricole et rural dans la zone du projet sont les départements provinciaux de l'agriculture, des forêts et des pêches (Départements provinciaux de l'agriculture), les services provinciaux de l'eau et de la météorologie (Services provinciaux de l'eau) et les départements provinciaux du développement rural. Les capacités techniques et administratives de ces institutions sont médiocres et leur personnel est mal payé. Les comités provinciaux du développement rural sont responsables de la coordination de tous les programmes de développement rural de chaque province.

13. **Groupe cible.** Le groupe cible est constitué par quelque 77 400 ménages ruraux (40% de la population rurale locale) qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté de 112 USD par personne et par an. Le ciblage des activités du projet sera d'abord réalisé dans les districts déjà appuyés par GTZ où la pauvreté est particulièrement répandue. On utilisera l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, mises au point par le PAM, pour identifier de nouvelles communes pauvres à inclure dans le projet. Des réunions seront organisées dans chaque commune avec les représentants de tous les villages de la commune et le personnel des organismes techniques concernés pour choisir les villages les plus vulnérables de manière transparente. Dans les villages, les villageois se mettront d'accord sur une liste des familles les plus vulnérables établie au moyen d'un classement par richesse ou d'autres méthodes introduites par les équipes de développement communautaire pour qu'une aide appropriée du projet puisse être ciblée sur ces familles.



14. **Problématique hommes-femmes.** Dans la zone du projet, les femmes représentent 25 à 29% des chefs de famille et 50 à 60% de la main-d'œuvre adulte. Les femmes sont moins instruites que les hommes et leur taux d'alphabétisation est inférieur. Les filles sont souvent retirées de l'école plus jeunes que les garçons pour aider aux tâches domestiques et aux travaux agricoles et, dans des cas extrêmes, pour être vendues à des réseaux de prostitution afin de faire vivre la famille. Outre leur rôle traditionnel, les femmes participent activement aux travaux de construction, auparavant réservés aux hommes. De ce fait le travail des femmes, déjà excessif, s'alourdit encore d'autant que très peu d'hommes assument les tâches considérées comme féminines. De plus les femmes participent aux programmes de formation mais n'en tirent souvent aucun profit parce qu'elles sont surmenées. En dépit de l'importance des femmes dans la production agricole, presque tous les agents de vulgarisation des services publics et les volontaires formés par le gouvernement sont des hommes.

15. Le projet sera ciblé de diverses façons sur les femmes. Premièrement, la gestion des points d'eau leur sera exclusivement réservée et elles feront partie des comités d'utilisateurs de l'irrigation et des groupes d'entretien des routes. Deuxièmement, les thèmes retenus pour les démonstrations reflèteront les intérêts particuliers des femmes et des pauvres. Troisièmement, on encouragera des accords familiaux aux termes desquels certaines tâches des femmes seront réalisées par d'autres membres de la famille, afin qu'elles puissent participer aux prises de décisions et aux activités et prendre des responsabilités, voire un emploi à l'extérieur sans surcharge excessive de travail. Quatrièmement, les agricultrices seront incitées à participer à tous les programmes de formation, y compris technique, portant sur la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau et des routes rurales et sur le suivi par les bénéficiaires afin qu'elles deviennent des moteurs du changement dans le développement social et économique et détiennent de plus grandes responsabilités tant dans leur famille que dans la communauté.

## B. Objectifs du projet

16. L'objectif central du projet est de réduire la pauvreté des ménages cibles, et plus spécifiquement de: i) améliorer la production alimentaire et les revenus agricoles de 39 150 ménages pauvres en intensifiant et en diversifiant les cultures et l'élevage; et ii) renforcer la capacité des pauvres à utiliser les services proposés par les pouvoirs publics ou d'autres organismes aux fins de leur développement social et économique. Le projet devrait permettre: i) aux communautés de travailler à la satisfaction de leurs besoins selon des approches participatives et sensibles aux sexospécificités et aux ministères techniques et autres prestataires de services, de répondre aux besoins des agriculteurs exprimés au cours de la planification participative; ii) d'assurer dans la zone du projet une meilleure information sur les moyens d'améliorer la production végétale et animale et d'y promouvoir l'adoption ultérieure de méthodes et technologies appropriées; iii) l'amélioration de l'accès des communautés rurales à l'irrigation d'appoint pendant la saison des pluies, la disponibilité accrue d'eau potable et l'amélioration des routes de desserte; et iv) l'établissement d'un système opérationnel de développement, de planification, de financement et d'exécution décentralisée pour que les services du projet soient fournis au groupe cible selon un processus durable et participatif. On attend que les interventions du projet aient des répercussions au-delà des résultats immédiats, à savoir: i) l'amélioration de la confiance des membres du groupe cible en eux-mêmes et le renforcement de la stabilité et de la cohésion sociales dans les communautés locales; ii) le renforcement de la capacité des pauvres et des femmes à négocier et à utiliser efficacement les services et les ressources à leur disposition; iii) la transformation des relations entre les hommes et les femmes dans les communautés; iv) l'amélioration de la santé des femmes et des enfants et un gain de temps sur la corvée d'eau; v) l'amélioration des services d'appui et des débouchés commerciaux grâce à la réfection des routes de desserte; vi) l'adoption par les organismes de service public d'une nouvelle culture de respect de la demande et de participation; vii) le retour de l'information aux administrations provinciales et au gouvernement central à l'appui de la politique de décentralisation; et viii) une gouvernance plus responsable des institutions publiques.

## **C. Composantes**

17. Le projet comportera quatre composantes: développement communautaire, développement de la production végétale et animale; infrastructures rurales et appui au développement institutionnel.

### **Développement communautaire**

18. Cette composante encouragera un processus de mobilisation sociale, de planification participative et de formation dans 573 villages de la zone du projet pour améliorer la capacité des communautés locales, des pauvres, des femmes et des organisations de base à utiliser efficacement les ressources et services qui sont à leur disposition. Elle aidera le gouvernement à établir un système participatif d'établissement du cadastre dans les zones irriguées pour assurer aux pauvres le bénéfice des équipements améliorés. Elle apportera en outre un appui institutionnel aux départements provinciaux de développement rural et autres prestataires de services pour encourager le développement participatif et la gouvernance responsable. Cette composante est conçue comme un processus lié aux autres composantes permettant aux communautés locales de bénéficier de l'aide du projet.

19. La composante financera: i) la formation et l'encadrement des membres des conseils communaux, des comités de développement villageois, des comités techniques villageois, des groupements d'utilisateurs, des groupements d'auto-assistance et des autres organisations de base; ii) l'établissement participatif du cadastre dans toutes les zones où le projet aura financé des périmètres irrigués; iii) la promotion d'accords familiaux entre les femmes et les autres membres de la famille; iv) le renforcement des capacités des équipes de développement communautaire de province et de district moyennant la formation intensive de leurs membres dans les domaines suivants: la planification et le développement communautaires participatifs intégrant la problématique hommes-femmes, les problèmes environnementaux, les sexesécificités, et la mobilisation et l'organisation de groupements et comités efficaces d'auto-assistance et d'utilisateurs; v) une assistance technique internationale et nationale pour appuyer les équipes de développement communautaire et d'établissement du cadastre; et vi) le matériel de bureau, les moyens de transport, les coûts de fonctionnement du personnel des provinces et des districts, des primes pour les meilleurs comités de développement villageois et l'appui technique fourni par les services centraux. Dans chaque province, le Département provincial de développement rural et celui de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction (Département provincial de l'aménagement du territoire) exécuteront la composante en collaboration avec le Département provincial de la condition féminine et des anciens combattants et les autres services techniques dans le cadre d'un contrat avec le Département provincial de développement rural.

### **Développement de la production végétale et animale**

20. Cette composante appuiera dans sept districts de la province de Kampot et huit districts de la province de Kampong Thom un programme de production végétale et animale suivant les directives nationales de vulgarisation. Des fonctionnaires de la province et du district encourageront l'adoption de technologies de production animale et végétale simples et éprouvées qui répondent aux besoins des agriculteurs. La composante développera un corps de paysans vulgarisateurs et étendra le rayon d'action des assistants vétérinaires pour créer un lien entre le groupe cible et les services proposés au niveau du district par le Département provincial de l'agriculture et les autres départements. Après une analyse des systèmes agricoles, les demandes des villages seront intégrées dans les plans de développement villageois et communaux au cours du processus participatif de planification et d'ateliers de district. La composante financera les programmes de production végétale suivants: i) démonstrations de variétés de riz, d'engrais, de lutte intégrée contre les ravageurs, de gestion des cultures et de l'eau, de battage, de séchage et de stockage; ii) multiplication des semences pour le riz et les cultures d'altitude; iii) démonstrations de cultures d'altitude, y compris le haricot mungo, le





haricot riz, le sésame et les légumes; iv) démonstrations de jardins familiaux avec des arbres fruitiers et polyvalents et des fruits et des légumes en sous-étage et éventuellement des viviers en fonction de la disponibilité d'eau; v) établissement dans les villages d'un système de vulgarisation de paysan à paysan; vi) programmes spéciaux répondant aux demandes des agriculteurs; et vii) activités pilotes: expérimentations de technologies inédites et aménagement des ressources naturelles.

21. La composante financera les programmes de production animale suivants: i) formation et encadrement de 842 assistants vétérinaires villageois pour que tous les agriculteurs aient accès à un service de santé animale préventif et curatif payé par les usagers; ii) développement des associations d'assistants vétérinaires et des pharmacies collectives; iii) campagnes provinciales de vaccination; et iv) démonstration de production et de conservation des cultures fourragères et d'utilisation améliorée des résidus végétaux et de la végétation. La composante financera également: i) le coût des intrants pour les démonstrations en champs paysans; ii) la formation d'agriculteurs animateurs et d'agriculteurs spécialisés désignés par les villageois et la vulgarisation de paysan à paysan; et iii) la formation et le recyclage des assistants vétérinaires. Les femmes seront prioritaires pour la formation aux rôles d'animateur et d'assistant vétérinaire. L'appui institutionnel aux départements provinciaux de l'agriculture, des forêts et des pêches concernera: i) la formation aux techniques de la production animale et végétale et à sa gestion, la vulgarisation et la santé animale; ii) la formation des prestataires de service du secteur privé; iii) la formation des assistants vétérinaires à la gestion des pharmacies et de la chaîne du froid; iv) des cours de langue anglaise; v) l'appui aux ateliers de planification et de suivi organisés dans les provinces et les districts; vi) l'assistance technique internationale et nationale pour la gestion de la production animale et végétale et de la composante et l'appui technique fourni par les services centraux; et vii) le matériel de bureau, les moyens de transport et les coûts de fonctionnement pour le personnel des provinces et des districts. Dans chaque province, le Département provincial de l'agriculture exécutera la composante en collaboration avec les autres services techniques dans le cadre d'un contrat avec le Comité provincial de développement rural.

### **Développement des infrastructures rurales**

22. Les investissements dans les infrastructures rurales répondront aux besoins des communautés identifiés au cours de la planification participative dans les domaines de l'irrigation, de la maîtrise de l'eau, de l'approvisionnement en eau potable et des routes de desserte. Les bénéficiaires participeront à toutes les étapes, depuis l'identification des programmes jusqu'à l'évaluation, ainsi qu'à l'exploitation et l'entretien de tous les équipements. On aura recours pour cette composante à des entreprises privées pour les gros ouvrages (établissement des plans et réalisation) et aux comités de développement villageois ou aux comités techniques villageois pour les petits ouvrages simples. Les activités financées au titre de cette composante seront: i) planification participative et mobilisation sociale dans les villages cibles; ii) établissement et enregistrement des comités d'utilisateurs de l'eau, des comités responsables de l'entretien des routes et des groupes chargés de l'exploitation et de l'entretien des équipements; iii) formation des membres des comités et groupes et de leurs dirigeants à l'exploitation et l'entretien des équipements et au financement des dépenses de fonctionnement.

23. Un élément de cette composante visera à renforcer les capacités des services provinciaux de l'eau et des départements provinciaux du développement rural pour la planification, la gestion et le suivi participatif du développement des infrastructures rurales et à améliorer la reddition de comptes et l'efficacité. Ces services et départements bénéficieront d'une assistance pour former leur personnel et celui de leurs antennes de district à l'administration et à la gestion de la composante ainsi qu'aux aspects techniques et sociaux du développement participatif des infrastructures rurales et à l'assistance aux utilisateurs pour l'exploitation et l'entretien; la composante fournira en outre les matériels de bureau et équipements techniques nécessaires, les moyens de transport, les dépenses de fonctionnement, une assistance technique internationale et nationale et un appui technique au niveau national. Un cadre réglementaire pour l'établissement de communautés d'agriculteurs utilisateurs de l'eau sera établi sous l'égide de cette composante. Conformément aux critères d'admissibilité et aux



procédures d'exécution du programme, le service de l'eau et le département du développement rural de chaque province exécuteront respectivement la sous-composante relative à l'irrigation et à la maîtrise des eaux et la sous-composante relative à l'approvisionnement en eau et aux routes de desserte rurales, en coopération avec les départements provinciaux de l'aménagement du territoire ainsi qu'avec d'autres agences techniques en vertu de contrats distincts avec les comités provinciaux de développement rural.

24. Grâce à la sous-composante **irrigation et maîtrise des eaux**, les cultures seront arrosées aussi bien en saison sèche qu'en saison des pluies. Les bénéficiaires fourniront des contributions en espèces et en travail pour la construction des ouvrages et ils seront entièrement responsables de l'exploitation et de l'entretien. Cette sous-composante prévoit le financement i) d'études de faisabilité portant sur tous les aspects techniques, sociaux, économiques, financiers et environnementaux de 12 petits périmètres dans la province de Kampong Thom et de trois périmètres moyens dans celle de Kampot, à la demande des agriculteurs, ii) selon les résultats de ces études, la construction au maximum d'une dizaine de petits périmètres dans la province de Kampong Thom et de deux périmètres moyens dans celle de Kampot.

25. La sous-composante relative à l'**approvisionnement des campagnes en eau** permettra aux villages pauvres de disposer d'eau potable. Ce sont essentiellement des femmes qui participeront à la planification, au choix des sites, à la construction des points d'eau et à leur gestion. Les ménages bénéficiaires verseront une contribution forfaitaire en espèces, selon le type de point d'eau. Les comités techniques villageois, gérés essentiellement par des femmes, seront responsables de l'exploitation et de l'entretien des points d'eau, ainsi que de la perception des redevances d'usage qui serviront à financer les coûts. Cette sous-composante financera i) un inventaire des eaux souterraines dans les deux provinces, réalisé par une entreprise privée; ii) en fonction des résultats de cet inventaire, la construction d'environ 900 points d'eau qui pourront être des puits creusés à la main, des puits peu profonds ou profonds, des étangs ou des citernes d'eau de pluie; iii) une étude dans chaque province pour déterminer la faisabilité de promouvoir la préfabrication d'installations de déferrisation.

26. La sous-composante relative aux **routes de desserte rurales** améliorera l'accès aux villages pauvres ce qui facilitera le fonctionnement du programme de développement de la production végétale et animale, la fourniture des services agricoles et la commercialisation dans la zone du projet. Les villages bénéficiaires seront responsables de l'exploitation et de l'entretien des routes, qui seront financés grâce à la perception de redevances d'usage ou à des contributions des comités de développement villageois. Les travaux d'entretien de tronçons déterminés seront offerts à des femmes pauvres, qui seront payées pour assurer ce service. La sous-composante financera: i) la préparation participative de la construction d'environ 300 km (levés, tracés, devis, détermination des priorités); ii) la construction d'environ 200 km de routes de desserte rurales (renforcement des talus, revêtements en latérite, construction de 400 petits drains transversaux); iii) la fourniture aux communautés participantes de matériel pour l'entretien des routes.

### **Appui au développement institutionnel**

27. Toutes les activités du projet seront exécutées sous contrat pour le compte des départements provinciaux du développement rural par les organismes d'exécution, les communautés intéressées des ONG, des entreprises privées et d'autres fournisseurs de services. La reddition de comptes sur l'exécution du projet et la transparence du recrutement du personnel seront des éléments essentiels du système. Au niveau de la province, cette composante aidera les départements du développement rural à coordonner tous les programmes de développement rural (y compris celui du présent projet) dans la zone du projet et appuiera les comités exécutifs des comités provinciaux de développement rural, qui seront chargés de gérer au jour le jour la coordination de l'exécution du projet. Au niveau du national,

la composante appuiera la mise en place et le fonctionnement d'une unité de soutien du projet (USP), relevant du Ministère du développement rural, qui assurera la coordination entre les ministères, entre les provinces et entre les donateurs ainsi que le suivi-évaluation et l'évaluation d'impact.

28. Le projet financera: i) la formation des membres des comités provinciaux de développement rural, du personnel de l'unité de soutien du projet et des membres des comités exécutifs à la gestion et à l'administration du projet ainsi qu'à tous les aspects du système *Seila*<sup>1</sup> de développement décentralisé et la formation sur le tas encadrée par des conseillers techniques à la planification et à la gestion: ii) le processus local de planification, l'évaluation d'impact et de suivi par les bénéficiaires; iii) les audits annuels, le logiciel de suivi-évaluation, l'examen à mi-parcours et les examens et évaluations de fin de projet et les réunions de coordination des donateurs; iv) l'assistance technique internationale et nationale pour la planification et la gestion du développement provincial et l'appui technique des organismes nationaux: v) le matériel de bureau et les dépenses de transport et de fonctionnement de l'unité de soutien et des comités exécutifs.

### D. Coûts et financement

29. **Coût du projet.** Les coûts totaux du projet, y compris les provisions pour aléas, ainsi que les droits et taxes, sont estimés, sur la base des prix d'avril 2000, à 22,85 millions de USD, dont 9,3 millions, soit 41%, en devises. La provision pour aléas d'exécution et aléas financiers représente environ 14% des coûts de base; les taxes et droits s'élèvent à 970 000 USD soit 4% des coûts totaux. L'achèvement du projet est prévu sept ans après la date d'entrée en vigueur du prêt et la date de clôture du prêt six mois plus tard. Le tableau 1 présente une récapitulation des coûts du projet.

**TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>A. Développement communautaire</b>					
Développement communautaire	1 710 336	1 382 155	3 092 491	45	16
Cadastré	216 353	168 703	385 056	44	2
<b>Total partiel</b>	<b>1 926 690</b>	<b>1 550 857</b>	<b>3 477 547</b>	<b>45</b>	<b>17</b>
<b>B. Développement de la production végétale et animale</b>					
<b>Total partiel, développement de la production végétale et animale</b>	<b>3 015 272</b>	<b>3 744 292</b>	<b>6 759 564</b>	<b>55</b>	<b>34</b>
<b>C. Développement des infrastructures rurales</b>					
Irrigation et maîtrise de l'eau	3 007 839	318 266	3 326 105	9	16
Approvisionnement des campagnes en eau	972 251	78 417	1 050 668	8	5
Routes de desserte rurales	1 394 945	166 600	1 561 544	11	8
<b>Total partiel</b>	<b>5 375 035</b>	<b>563 283</b>	<b>5 938 317</b>	<b>9</b>	<b>30</b>
<b>D. Appui au développement institutionnel</b>					
Appui au Ministère du développement rural	382 617	87 250	469 867	19	2
Appui à la gestion dans la province de Kampong Thom	480 763	1 151 956	1 632 719	71	8
Appui à la gestion dans la province de Kampot	460 690	1 375 956	1 836 646	75	9
<b>Total partiel</b>	<b>1 324 070</b>	<b>2 615 163</b>	<b>3 939 233</b>	<b>66</b>	<b>20</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>11 641 066</b>	<b>8 473 594</b>	<b>20 114 661</b>	<b>42</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	543 371	38 946	582 318	7	3
Provision pour aléas financiers	1 334 587	819 846	2 154 433	38	11
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>13 519 024</b>	<b>9 332 387</b>	<b>22 851 411</b>	<b>41</b>	<b>114</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>1</sup> *Seila* est un mot Khmer signifiant la première pierre; on désigne par ce nom la politique de planification et de développement décentralisés appliquée par le gouvernement.



30. **Financement du projet.** Le prêt proposé du FIDA, d'un montant de 10,0 millions de dollars, financera 44% des coûts totaux du projet. Le gouvernement fournira des fonds de contrepartie d'un montant de 1,82 million de dollars pour financer les droits et taxes, les traitements et salaires et l'entretien des bâtiments. La contribution proposée du Gouvernement allemand consistera en dons de GTZ et du Service allemand du développement (DED) pour un montant total de 7,88 millions de dollars destinés à financer une partie du coût de l'assistance technique. AusAID fournira un don de 552 000 USD pour financer l'assistance technique à la vulgarisation agricole. Le PAM fournira une assistance d'un montant de 1,30 million de USD sous forme de rémunération alimentaire du travail pour aider à financer les investissements dans les infrastructures. Les bénéficiaires fourniront l'équivalent de 1,30 million de USD en espèces et en travail pour la construction, l'exploitation et l'entretien des infrastructures. Le tableau 2 indique le plan de financement proposé.

31. **Financement rétroactif.** Les dépenses autorisées effectuées par le gouvernement avant la date d'entrée en vigueur du prêt, mais après le 31 août 2000, pour un certain nombre de postes pourront faire l'objet d'un financement rétroactif, à hauteur de 100 000 dollars: étude de faisabilité, plans détaillés et préparation des dossiers d'appels d'offres pour le périmètre d'irrigation de Stung Phe; deux inventaires des eaux souterraines; indemnités de projet, de voyage et de subsistance et dépenses de bureau d'un nombre limité de fonctionnaires du projet; logiciel de suivi-évaluation et formation initiale du personnel.

**TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		PAM		Gouvernement allemand		AusAID		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%					
<b>A. Développement communautaire</b>																			
Développement communautaire	968	28			2 145	63							311	0.1	3 424	15	1 493	1 823	108
Cadastre	277	67			78	19							59	0.1	415	2	180	217	17
<b>Total partiel</b>	<b>1 246</b>	<b>33</b>			<b>2 223</b>	<b>58</b>							<b>370</b>	<b>10</b>	<b>3 839</b>	<b>17</b>	<b>1 673</b>	<b>2 041</b>	<b>125</b>
<b>B. Développement de la production végétale et animale</b>																			
<b>Total partiel</b>	<b>3 750</b>	<b>50</b>			<b>2 604</b>	<b>35</b>	<b>552</b>	<b>7</b>					<b>620</b>	<b>8</b>	<b>7 525</b>	<b>33</b>	<b>4 141</b>	<b>3 150</b>	<b>234</b>
<b>C. Développement des infrastructures rurales</b>																			
Irrigation et maîtrise de l'eau	1 863	47	742	19	222	0.1			803	20	339	0.1	3 969	17	343		3 318		307
Approvisionnement des campagnes en eau	384	58	38	6	2	0.3			321	30	126	0.1	1 246	5	88		1 066		92
Routes de desserte rurales	505	52	241	25	61	6			177	10	131	0.1	1 867	8	184		1 577		105
<b>Total partiel</b>	<b>3 538</b>	<b>50</b>	<b>1 300</b>	<b>18</b>	<b>348</b>	<b>5</b>			<b>1 301</b>	<b>18</b>	<b>595</b>	<b>8</b>	<b>7 081</b>	<b>31</b>	<b>615</b>		<b>5 962</b>		<b>505</b>
<b>D. Appui au développement institutionnel</b>																			
Appui au Ministère du développement rural	456	86									76	14	531	2	98		405		29
Appui à la gestion dans la province de Kampong Thom	497	27			1 242	68					79	4	1 818	8	1 272		508		38
Appui à la gestion dans la province de Kampot	509	25			1 466	71					82	4	2 057	9	1 534		484		38
<b>Total partiel</b>	<b>1 461</b>	<b>33</b>			<b>2 708</b>	<b>61</b>					<b>238</b>	<b>5</b>	<b>4 407</b>	<b>19</b>	<b>2 904</b>		<b>1 397</b>		<b>105</b>
<b>Total des décaissements</b>	<b>9 995</b>	<b>44</b>	<b>1 300</b>	<b>6</b>	<b>7 882</b>	<b>35</b>	<b>552</b>	<b>2</b>	<b>1 301</b>	<b>6</b>	<b>1 822</b>	<b>8</b>	<b>22 851</b>	<b>100</b>	<b>9 332</b>		<b>12 549</b>		<b>970</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



## **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

32. **La passation des marchés** de biens et services financés par le FIDA se fera conformément aux procédures du Fonds en la matière. Les contrats entre les comités provinciaux de développement rural et les organismes d'exécution portant sur des activités de développement communautaire et agricole et de développement des infrastructures rurales seront soumis à l'approbation du FIDA et de l'institution coopérante chaque année, en même temps que les plans de travail et budgets annuels. Tous les autres marchés d'un montant inférieur à l'équivalent de 20 000 USD seront passés conformément aux procédures locales de consultation des fournisseurs; les marchés d'un montant supérieur à l'équivalent de 20 000 USD seront passés par appels d'offres locaux ouverts à la concurrence internationale. Les marchés d'une valeur supérieure ou égale à l'équivalent de 60 000 USD seront passés après évaluation par l'institution coopérante.

33. **Décaissements.** Un compte spécial libellé en dollars des États-Unis, avec une dotation autorisée de 1,0 million de USD, sera ouvert dans une banque agréée par le FIDA. Pour le règlement des contrats d'un montant supérieur à 20 000 USD, le décaissement sera effectué sur présentation de pièces justificatives détaillées. Pour les contrats d'un montant inférieur à 20 000 USD, le décaissement se fera sur présentation d'un relevé de dépenses. Le prêt du FIDA sera décaissé conformément au plan de financement présenté à l'appendice V. Les fonds de contrepartie du gouvernement seront versés aux trésors provinciaux et aux comptes séparés du projet libellés en riels cambodgiens conformément aux plans de travail et budgets annuels.

34. **Comptabilité et vérification des comptes.** Avant le démarrage du projet, un système de comptabilité et de contrôle interne sera mis en place. L'unité de soutien du projet, les comités exécutifs et les organes d'exécution tiendront des comptes financiers distincts conformément à de bons principes comptables de façon qu'il soit possible de suivre l'avancement du projet et d'identifier les ressources, les opérations et les dépenses. Les comptes du projet seront vérifiés chaque année par un commissaire aux comptes extérieur indépendant ayant l'agrément du FIDA, conformément aux normes internationales d'audit. Les comptes financiers vérifiés, accompagnés d'une opinion séparée sur les états des dépenses et les opérations des comptes spéciaux et des comptes du projet, seront soumis au FIDA chaque année jusqu'à l'achèvement du projet.

## **F. Organisation et gestion**

35. Les responsabilités d'exécution et de gestion du projet seront décentralisées au niveau des administrations provinciales conformément à la politique de développement décentralisée (*Seila*). À l'échelon national, le projet sera coiffé par l'unité de soutien établie au Ministère du développement rural et par l'équipe spéciale pour la *Seila* et son secrétariat national. Au niveau des deux provinces visées, les entités ci-après participeront à l'exécution: i) comités provinciaux de développement rural, comités exécutifs, départements provinciaux du développement rural, départements provinciaux de l'agriculture, services provinciaux de l'eau, départements provinciaux de l'aménagement du territoire; ii) les comités de développement de district; iii) les comités communaux de développement et leurs administrations; iv) au niveau du village, les bénéficiaires, les groupements d'auto-assistance, les comités de pagode (qui, outre leur fonction religieuse, ont des activités de développement), les comités de développement villageois, les groupements de vulgarisation, les comités d'agriculteurs utilisateurs de l'eau et les comités techniques villageois, qui joueront un rôle de premier plan dans la planification et l'exécution du projet. Tous les ouvrages d'infrastructure rurale seront construits par des entreprises privées, des artisans, des ONG ou les comités techniques villageois. Une assistance technique spécialisée et une formation technique seront fournies par les ministères techniques et par d'autres projets.



36. **Participation des bénéficiaires.** La politique de développement participatif garantira que le groupe cible aura la maîtrise du projet. Les bénéficiaires participeront aux activités de développement communautaire, de planification locale, de démonstrations en champ paysan, de multiplication de semences, de formation des agriculteurs aux fonctions de vulgarisateurs et d'agents vétérinaires villageois et de construction d'infrastructures rurales; ils participeront également aux comités d'utilisateurs de l'eau et aux groupes d'entretien. Ils fourniront une contribution en espèces et en travail pour la construction des ouvrages d'irrigation et d'approvisionnement en eau et ils seront entièrement responsables de l'exploitation et de l'entretien des équipements dont ils profiteront directement.

37. **Suivi-évaluation et évaluation de l'impact.** Les données recueillies au cours des diagnostics participatifs et des enquêtes initiales seront utilisées pour mesurer l'impact du projet par rapport aux indicateurs clés retenus. En collaboration avec les comités exécutifs, les organes d'exécution et les bénéficiaires, l'unité de soutien mettra en place un système de suivi-évaluation au niveau du village, au niveau provincial et au niveau national. Ce système comprendra un suivi participatif et l'évaluation par les bénéficiaires de l'impact, des avantages et de la performance du projet. Les comités exécutifs et les organes d'exécution établiront régulièrement des rapports et présenteront des rapports d'activité mensuels et trimestriels à l'unité de soutien, qui en fera la synthèse et présentera un rapport d'activité semestriel au FIDA et à l'institution coopérante.

### G. Justification économique

38. Les principaux avantages produits par le projet seront l'accroissement de la production végétale et animale, l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et de la nutrition, l'augmentation des revenus des ménages pauvres, une meilleure compréhension de la problématique hommes-femmes, un accès plus facile aux services et des stratégies de réduction du paupérisme plus efficaces grâce au partenariat avec le PAM, le GTZ et AusAID. Les programmes de renforcement des capacités exécutés dans le cadre du projet produiront trois autres grands avantages, à savoir: premièrement, les hommes et les femmes appartenant au groupe cible acquerront de nouveaux moyens d'action parce qu'ils seront mieux à même de participer aux activités de développement économique et social et de les gérer; deuxièmement, à la fin du projet, le personnel des organismes d'exécution provinciaux sera capable de cibler et de gérer les programmes d'investissement selon des méthodes participatives; enfin, un système de planification, de financement et d'exécution décentralisé sera opérationnel dans la zone du projet. En contribuant à créer des conditions propices à la stabilité politique, le projet favorisera aussi la cohésion sociale et renforcera la confiance des communautés. Son système efficace et participatif de suivi de l'impact permettra au gouvernement et aux autorités provinciales de recevoir une information en retour concernant les préoccupations des ruraux pauvres, ce qui aidera à infléchir les politiques en faveur des pauvres.

39. **Bénéficiaires et avantages.** En régime de croisière, la dixième année, le nombre total de bénéficiaires s'élèvera à 49 600 ménages, soit 24% de la population rurale, dont 39 150 bénéficieront des programmes de production végétale, de vulgarisation et de développement de l'irrigation et 10 450 autres de l'amélioration de l'approvisionnement en eau et des routes de desserte. La production annuelle des principales cultures de la zone du projet devrait augmenter comme suit: paddy, 26 100 t; haricots mungo, 307 t; manioc, 3 075 t; et pastèques, 4 100 t, soit une augmentation moyenne de 60% de la production végétale des ménages participants. De même, pour la production animale mesurée en poids vif vendu, on note les augmentations suivantes: 696 t (28%) pour les bovins, 805 t (27%) pour les porcs, et 2 675 t (52%) pour la volaille.



40. **Les femmes et la sécurité alimentaire des ménages.** Le projet aura un effet positif sur les relations entre les sexes, la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition. L'adoption des techniques culturales recommandées par le projet permettra au ménage pauvre type disposant de 0,7 ha de produire assez de riz pour se nourrir. Le programme de développement de la production animale ouvrira aux hommes et femmes pauvres de nouvelles possibilités de gagner de l'argent et donc d'améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire de leur famille. La mise en place d'un système d'approvisionnement en eau potable salubre améliorera l'état de santé des femmes, des enfants et des familles et, en réduisant l'incidence des maladies intestinales, aura un effet direct sur la nutrition. L'amélioration des routes de desserte élargira les possibilités de commercialisation et d'activités lucratives extra-agricoles améliorant ainsi encore les revenus et la sécurité alimentaire des ménages.

41. Le projet renforcera le rôle que jouent les femmes en tant que moteurs du progrès et transformera les relations entre les sexes dans le processus de développement économique et social. Il favorisera des accords familiaux pour encourager les femmes à participer aux programmes de formation, à devenir assistantes vétérinaires, vulgarisatrices ou gestionnaires des systèmes d'approvisionnement en eau potable, ou encore membres de plein droit des comités de développement villageois et communautaires et à participer aux travaux de construction. Les femmes pourront aussi travailler à l'entretien des routes et être payées pour leur travail. Quarante pour cent des membres des comités de développement villageois, 50% des représentants des comités villageois aux comités communaux de développement, au moins 60% des membres des comités d'approvisionnement en eau potable, 100% des gestionnaires des points d'eau potable seront des femmes ainsi que la moitié des participants aux ateliers annuels de district chargés du suivi et de l'évaluation d'impact par les bénéficiaires. En outre, le renforcement des capacités du personnel de développement communautaire comprendra une sensibilisation à la problématique hommes-femmes qui permettra à ce personnel d'aider les femmes à assumer davantage de fonctions de direction et à participer à la prise des décisions aussi bien dans la famille qu'au niveau de la communauté. Le programme de vulgarisation agricole comprendra des sujets intéressants particulièrement les femmes: jardins familiaux, battage mécanique, réduction des pertes de riz après récolte, petit élevage, lutte contre les maladies.

42. **Analyse financière.** Deux groupes de modèles d'exploitation agricole ont été établis pour étudier l'accroissement des revenus des ménages: selon les modèles, cet accroissement va de 19 à 61%; la rentabilité du surcroît de travail va de 1,64 à 4,67 USD par jour, ce qui est nettement supérieur au coût d'opportunité de la main-d'œuvre agricole en pleine saison (0,75 à 1,0 USD par jour). Ainsi, les agriculteurs devraient être très motivés pour adopter les pratiques culturales et zootechniques améliorées.

43. **Analyse économique.** La viabilité économique du projet a été évaluée sur une période de 20 ans. Les bénéfices, y compris ceux qui résultent de l'amélioration de l'irrigation et de la maîtrise des eaux sont calculés sur la base de la valeur annuelle nette du surcroît de production végétale et animale, en admettant que la proportion des agriculteurs de la zone du projet ayant adopté les options de production la dixième année atteigne 15%. Les bénéfices résultant de l'approvisionnement en eau potable et des routes de desserte sont calculés sur la base de la réduction du coût de l'approvisionnement en eau et du transport des marchandises. Les coûts sont calculés à partir des coûts annuels du projet; ils comprennent les coûts totaux du projet et le coût des services de soutien après la fin du projet. Le taux de rentabilité interne global du projet est de 17%. Si on change les valeurs, en admettant un taux d'escompte de 10% (qui est égal au coût estimatif d'opportunité du capital au Cambodge) le projet reste rentable avec une réduction des bénéfices de 63% ou un accroissement des coûts de 59%. Cette analyse ne tient toutefois pas compte de certains avantages qui n'ont pas été chiffrés, notamment ceux qui résultent de la maîtrise des crues et de l'amélioration de la santé non plus que de la valeur économique de l'augmentation de la consommation d'eau potable, de l'accroissement de la circulation et de l'amélioration de l'accès au marché, ou des services d'éducation, de santé et autres permis par la réfection des routes.





## H. Évaluation et gestion des risques

44. Le programme de développement de la production végétale et animale ne comporte pas de risques techniques importants; les activités prévues et les démarches choisies ont donné de bons résultats ailleurs au Cambodge, et même dans la zone du projet. Le programme est composé d'initiatives peu coûteuses et d'assiette très large et utilise une technique de vulgarisation éprouvée. Le principal risque est l'insuffisance des capacités institutionnelles, mais ce risque devrait être réduit par les grands programmes de formation compris dans le projet y compris notamment les autorités intensives de formation technique et en cours de service, l'assistance technique spécialisée et la formation spécialisée pour le développement participatif. En ce qui concerne le développement des infrastructures, les principaux risques sont les suivants: i) les services provinciaux de l'eau et les départements provinciaux du développement rural n'ont qu'une capacité limitée pour l'exécution participative du programme; ii) les utilisateurs pourraient ne pas assurer ni financer l'exploitation et l'entretien des équipements d'irrigation et d'approvisionnement en eau potable ou des routes de desserte. L'inclusion d'une assistance technique spécialisée et d'une formation intensive du personnel dans les activités de développement participatif réduira le risque institutionnel. Pour motiver les agriculteurs, une mobilisation des communautés et des services de soutien adéquats sont prévus, y compris la formation des membres des comités d'utilisateurs de l'eau et des comités d'approvisionnement en eau et d'entretien des routes. Enfin, il existe un risque que la stabilité politique du pays ne dure pas. Mais en appuyant la mise en œuvre de la politique de développement et de décentralisation participatifs, le projet aidera à mettre en place des conditions propices à la stabilité politique.

## I. Impact sur l'environnement

45. Globalement, le projet n'aura pas d'effets irréversibles sur l'environnement. Les activités prévues sont durables ne comportent pas l'utilisation de grandes quantités d'engrais ni de produits agrochimiques non plus que le prélèvement de grands volumes d'eau, la construction de réservoirs ou le défrichage de forêts. Le projet aidera à mieux utiliser les ressources en eau existantes, surtout l'eau de pluie, et accroîtra la production de sous-produits végétaux et d'engrais. L'utilisation de produits agrochimiques sera autant que possible intégrée dans un ensemble de mesures de lutte intégrée contre les ravageurs et le programme d'amélioration de la riziculture consistera principalement à améliorer les pratiques culturales et les variétés utilisées. Il n'y aura pas de fumure dans les zones de production de riz flottant du secteur de Tonle Sap, à moins que le riz flottant ne soit remplacé par du riz de décrue cultivé en contre-saison, dont les besoins en engrais sont d'ailleurs limités. Si les études de faisabilité indiquent que cela est opportun, certains périmètres d'irrigation mal conçus pourront être redessinés et remis en état, ce qui permettra non seulement d'accroître la production végétale et les revenus agricoles, mais aussi de réduire les pertes dues aux inondations dans la zone dominée et de protéger l'environnement. L'amélioration de l'approvisionnement en eau potable sera fondée sur un inventaire des eaux souterraines; les ouvrages seront de petites dimensions et ne devraient pas faire baisser la nappe. Enfin, le programme d'amélioration des routes de desserte consistera à moderniser les pistes existantes, et des drains transversaux seront prévus dans les plans. Des consultations techniques avec les services provinciaux de l'eau auront lieu pour éviter de porter atteinte au régime hydrique local.

## J. Aspects novateurs

46. Les aspects novateurs du projet sont les suivants: i) c'est le premier projet multisectoriel de développement rural financé par le FIDA au Cambodge; ii) des mécanismes appropriés seront mis en place pour que les bénéficiaires assument pleinement la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures financées par le projet; iii) le projet soutiendra directement les organisations de base et les aidera à se démarquer; iv) la gouvernance sera améliorée grâce à une meilleure reddition de comptes et à des processus plus transparents de recrutement du personnel et de



passation des marchés pour toutes les activités du projet; v) l'évaluation de l'impact du projet et le suivi par bénéficiaires seront rattachés systématiquement aux objectifs et aux résultats figurant dans le cadre logique; vi) les communautés et le personnel du projet seront sensibilisés à la problématique hommes-femmes et incités à la prendre en considération dans toutes les activités, et des accords familiaux entre les femmes et les autres membres de la famille seront encouragés pour garantir que les femmes puissent participer au projet et aux prises de décisions; vii) compte tenu des faibles capacités des institutions, un manuel d'exécution du projet sera élaboré en tant que partie intégrante de l'évaluation prospective; viii) un appui institutionnel au processus de décentralisation et aux structures décentralisées sera fourni non seulement pour le projet lui-même mais aussi en vue de la coordination de tous les programmes de développement rural dans la zone du projet; ix) un processus participatif d'établissement du cadastre sera introduit pour garantir que les pauvres bénéficient des interventions du projet.

### **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

47. Un accord de prêt entre le Royaume du Cambodge et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

48. Le Royaume du Cambodge est habilité, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

49. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

### **QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION**

50. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera au Royaume du Cambodge un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à sept millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (7 850 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> décembre 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Fawzi H. Al-Sultan

## **RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 7 novembre 2000)

1. **Comptes du projet.** Dès que possible à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt, le Ministère de l'économie et des finances ouvre et tient à la demande de l'USP, pour le compte du Ministère du développement rural, deux comptes courants libellés en dollars des États-Unis dans une banque proposée par le Gouvernement du Royaume du Cambodge (le Gouvernement) et agréée par le FIDA, pour financer les activités du projet (respectivement le compte du projet A.1 et le compte du projet A.2). Le Ministère de l'économie et des finances et le Ministère du développement rural habilite pleinement le directeur du projet ou son adjoint à utiliser les comptes du projet A.1 et A.2. Dès que possible après la signature de l'Accord de prêt, le Ministère de l'économie et des finances, à la demande du comité exécutif de chaque comité provincial de développement rural, adressée par l'intermédiaire de l'USP, ouvre et tient deux comptes courants libellés en dollars des États-Unis, dans une banque proposée par le Gouvernement et agréée par le FIDA, pour financer les activités du projet (respectivement le compte du projet B.1 et le compte du projet B.2). Le Ministère de l'économie et des finances habilite le Président du Comité provincial de développement rural concerné ou son délégué, à utiliser les comptes du projet B.1 et B.2.
2. **Compte des fonds de contrepartie.** Dès que possible, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt, le Gouvernement ouvre et tient un compte des fonds de contrepartie, libellé en dollars des États-Unis, à la Banque nationale du Cambodge ou dans toute autre banque proposée par le Gouvernement et agréée par le FIDA, où il dépose ses contributions en espèces au projet.
3. **Financement de contrepartie.** Durant l'exécution du projet, le Gouvernement met à la disposition des collectivités provinciales des contributions de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global d'environ 1 822 000 USD ou l'équivalent, conformément aux procédures nationales habituelles en vigueur, sous la forme suivante: i) contributions en dollars des États-Unis versées au compte des fonds de contrepartie en vue de leur transfert ultérieur à titre de don aux comptes du projet A.2 et B.2; ii) transferts aux trésoreries nationales et provinciales de sommes en riels cambodgiens destinées à couvrir les traitements et salaires; et iii) exonérations d'impôts conformément au paragraphe 7 de l'annexe 3A de l'Accord de prêt. À cette fin, le Gouvernement met, dès que possible mais en tout cas dans les 90 jours suivant la date d'entrée en vigueur, des fonds de contrepartie d'un montant équivalent à 650 000 USD à la disposition: i) de l'USP, à titre de don, par virement du compte des fonds de contrepartie au compte du projet A.2; et ii) des comités exécutifs des comités provinciaux de développement rural, par virement du compte des fonds de contrepartie au compte de projet B.2 afin de contribuer au financement du projet pendant sa première année d'exécution conformément au PTBA et au Mémoire d'accord du projet. Le Gouvernement réapprovisionne ensuite les comptes du projet A.2 et B.2 en y déposant les fonds de contrepartie prévus dans le PTBA pour l'année du projet considérée, conformément au Mémoire d'accord du projet, par versements trimestriels anticipés à la demande de la ou des personnes autorisées à utiliser le compte de projet concerné. Le Gouvernement prend en charge les traitements du personnel de l'USP et des comités exécutifs, ainsi que des autres participants au projet pendant toute la durée d'exécution du projet. À cet effet, il transfère, selon que de besoin, des fonds de contrepartie aux trésoreries nationales et provinciales, par l'intermédiaire des départements provinciaux de l'économie et des finances.
4. **Problématique hommes-femmes.** Le Gouvernement veille à ce que toutes les activités du projet prennent en compte la problématique hommes-femmes pendant toute la durée d'exécution du projet. À cet effet, le Gouvernement fait en sorte: i) que le projet promeuve le rôle d'agent du changement que les femmes peuvent jouer dans le développement social et économique local; ii) que



la formation aux fonctions d'agent de vulgarisation agricole, d'assistant vétérinaire villageois et de gestionnaire des systèmes d'alimentation en eau potable et des routes de desserte rurales s'adresse en priorité aux agricultrices; iii) que le projet encourage les agricultrices à prendre des responsabilités et à participer à la prise de décisions au sein à la fois de la famille et de la communauté; et vi) que la priorité soit accordée aux femmes qualifiées pour pourvoir aux emplois créés dans le cadre du projet.

5. **Exploitation et entretien.** Le Gouvernement veille à ce que des ressources humaines et financières suffisantes soient disponibles pour assurer l'exploitation et l'entretien des ouvrages financés par le projet et couvrir les dépenses courantes des activités du projet pendant et après la période d'exécution, au moins pendant toute la durée de vie de ces ouvrages.

6. **Programme de vulgarisation agricole.** Le Gouvernement fournira, lorsque le projet aura pris fin et au moins jusqu'en 2001, des ressources humaines et financières suffisantes pour soutenir les programmes de production végétale et animale exécutés dans la zone du projet.

7. **Réparation des principaux ouvrages d'irrigation.** Le Gouvernement prend entièrement à sa charge les grosses réparations des principaux ouvrages d'irrigation financés par le projet en cas de dommages causés par des inondations.

8. **Lutte contre les ravageurs.** Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, le Gouvernement prend, dans le cadre du projet, les mesures nécessaires en matière de gestion des pesticides et, à cette fin, veille à ce que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun produit: soit interdit par le code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé aux tableaux 1 (extrêmement dangereux) et 2 (hautement dangereux) de la Classification 1996-1997 des pesticides par risque recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses avenants.

9. **Exonération d'impôts.** Le Gouvernement exonère de toute taxe à l'importation les achats ou fournitures de biens, travaux de génie civil et services financés par le prêt. La valeur de ces exonérations est imputée aux fonds de contrepartie que le Gouvernement est tenu de fournir au projet.

10. **Assurance.** Le Gouvernement assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident conformément aux pratiques habituelles en vigueur dans l'administration publique nationale. Le Gouvernement assure tout véhicule ou matériel utilisé dans le cadre du projet contre les risques et pour des valeurs correspondant à de saines pratiques commerciales. Dans les deux cas, le Gouvernement peut financer ces frais d'assurance sur les fonds provenant du prêt.

11. **Habilitations.** Le Gouvernement accorde à toute partie au projet les délégations de pouvoir ou autres habilitations nécessaires à l'exécution du projet en vertu de ses procédures nationales.

12. **Coordination.** Le Gouvernement prend toutes mesures de coordination nécessaires avec les autres organismes internationaux travaillant dans la zone du projet afin: i) que des régimes uniformes soient appliqués dans le même secteur ou la même activité, en ce qui concerne par exemple les méthodes de vulgarisation ou les incitations offertes au personnel; ii) que les activités du projet financées par différents donateurs dans une même province ou un même district soient correctement programmées de façon à utiliser au mieux les ressources humaines et financières disponibles; iii) que la politique de planification et de financement décentralisée du développement soit poursuivie pendant toute la durée d'exécution du projet, sans changement qui pourrait avoir des conséquences négatives importantes pour l'exécution du projet; iv) que les apports financiers au projet en provenance de différentes sources soient conformes au plan de financement convenu; et v) que les enseignements tirés de la mise en œuvre de la planification et du développement décentralisé dans le cadre du projet et la remontée de l'information issue de l'évaluation de l'impact sur les bénéficiaires soient dûment pris en compte dans l'élaboration de la politique future au niveau provincial et national.

13. **Ressources naturelles.** Le Gouvernement veille à l'application de politiques et mesures efficaces afin de protéger les ressources forestières et halieutiques ainsi que les espèces menacées dans la zone du projet.

14. **Loi sur la gestion de l'eau.** Le Gouvernement veille à ce que la loi sur la gestion de l'eau, qui devra être conforme en substance au projet daté de juin 2000, soit adoptée par l'assemblée nationale et entre en vigueur au plus tard le 31 décembre 2001. Le Gouvernement fait en sorte que le Ministère de l'eau et de la météorologie veille à ce que les dispositions de la loi sur la gestion de l'eau et la politique d'exploitation et d'entretien durables des systèmes d'irrigation datant de juin 2000 soient appliquées aux ouvrages d'irrigation financés par le projet.

15. **Personnel cadre du projet.** Le Gouvernement recrute et nomme le personnel cadre du projet compte tenu des compétences et de l'expérience requises et conformément à des procédures et critères concurrentiels et transparents proposés par le Gouvernement et agréés par le FIDA. Le Gouvernement fournira du personnel qualifié et en nombre suffisant, ayant l'expérience et les compétences requises par le FIDA, qui sera employé à plein temps au niveau provincial et à celui du district dans la zone du projet, et pourra provenir notamment des départements provinciaux de l'agriculture, des forêts et des pêches, des services provinciaux de l'eau et de la météorologie, des comités provinciaux de développement rural et des départements provinciaux de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction. Au moins jusqu'à l'achèvement de l'examen à mi-parcours, le Gouvernement ne révoquera aucun cadre du projet, sauf pour incompétence professionnelle. En outre, le Gouvernement ne révoquera aucun cadre du projet sans avoir consulté le FIDA au moins trois mois à l'avance. Aux fins du présent paragraphe, l'expression "cadre du projet" désigne le directeur du projet, son adjoint, les secrétaires des comités exécutifs des comités provinciaux de développement rural, les chefs d'unité des comités exécutifs, les coordonnateurs provinciaux du projet et les responsables de composante et de sous-composante du projet.

16. **Assistance technique du Gouvernement allemand et de l'AusAID.** Le Gouvernement fera de son mieux pour que l'assistance technique suivante soit fournie au projet, dans la zone d'intervention du projet et pendant toute la durée de son exécution: i) environ 351 personnes/mois d'assistance technique internationale à la planification et à la gestion du développement provincial, au développement communautaire et à l'appui technique aux agents de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation et au cadastrage; ii) environ 636 personnes/mois d'assistance technique nationale à court et long terme dans les mêmes domaines que ci-dessus, fournie par le GTZ; iii) environ 84 personnes/mois d'assistance technique à la multiplication des semences et à la diversification des cultures, à l'irrigation et au génie rural, fournie par le Service allemand du développement (DED); et iv) 84 personnes/mois d'assistance technique, fournie par deux conseillers techniques de l'AusAID à l'appui des programmes provinciaux de vulgarisation agricole (production végétale et animale).

17. **Soutien au projet d'amélioration de la productivité agricole.** Pendant trois ans à compter du deuxième semestre de 2001, le Gouvernement fera en sorte que le Ministère de l'eau et de la météorologie fournisse au Service provincial de l'eau et de la météorologie de Kampong Thom, par l'intermédiaire du projet d'amélioration de la productivité agricole de Kampong Thom, un conseiller volontaire en irrigation et un conseiller en développement communautaire. Ces conseillers apporteront un appui technique et dispenseront une formation sur tous les aspects techniques et sociaux du développement participatif de l'irrigation dans la province susmentionnée au personnel au niveau de la province et du district de ce service. Le Ministère de l'eau et de la météorologie fera en sorte que le projet fournisse aux bureaux provincial et de district de ce service provincial de l'eau et de la météorologie un soutien adéquat sous forme d'équipement, de moyens de transport, d'allocations, de rénovation ou de construction de locaux à l'usage des bureaux provincial et de district, ainsi que toute autre contribution aux dépenses de fonctionnement nécessaires à l'exécution du projet d'amélioration de la productivité agricole et du présent projet dans la province de Kampong Thom.



18. **Conditions d'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) le directeur de projet et son adjoint ont été dûment nommés par le Ministère du développement rural;
- b) le chargé de liaison du Ministère de l'économie et des finances a été dûment nommé;
- c) l'USP a été dûment établie et dotée en personnel;
- d) un comité exécutif pour chaque comité provincial de développement rural a été dûment constitué;
- e) les coordonnateurs de projet de chaque province ont été dûment nommés par les autorités provinciales;
- f) le responsable de chaque composante et sous-composante du projet ont été dûment nommés;
- g) le Gouvernement a dûment ouvert les comptes du projet, le compte spécial et le compte des fonds de contrepartie;
- h) le Gouvernement a confirmé au FIDA que les fonds de contrepartie sont inscrits au budget national à l'intention du Ministère du développement rural et des collectivités provinciales afin d'apporter un soutien financier à l'exécution des projets au cours de la première année d'exécution et des années suivantes;
- i) l'Accord de prêt du projet a été dûment signé, et la signature et l'application dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisés et ratifiés conformément à toutes les procédures administratives et gouvernementales applicables;
- j) un mémorandum d'accord a été conclu entre le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère du développement rural et les collectivités provinciales (le Mémorandum d'accord du projet) et approuvé par le Fonds à l'état de projet. Un exemplaire signé du Mémorandum d'accord du projet dans la forme ainsi approuvée et certifié conforme et complet par un fonctionnaire compétent de l'État a été remis au FIDA; la signature et l'exécution dudit mémorandum par le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère du développement rural et les collectivités provinciales ont été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les procédures institutionnelles, administratives et gouvernementales applicables; et
- k) un avis juridique favorable, émis par le Ministère de la justice ou par un conseiller juridique agréé par le FIDA et jugé acceptable en la forme et sur le fond par le Fonds, a été communiqué par le Gouvernement au FIDA.

## COUNTRY DATA

## CAMBODIA

Land area (km <sup>2</sup> thousand) 1997 1/	177	GNP per capita (USD) 1998 2/	260
Total population (million) 1998 1/	11.5	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	2
Population density (people per km <sup>2</sup> ) 1998 1/	65	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	32.8
Local currency	Riel (KHR)	Exchange rate (As of End of July 2000): USD 1 =	KHR 3800
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	2.9	GDP (USD million) 1998 1/	2 871
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	33	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	n.a.
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	12	1990-98	5.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	102	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	54	% agriculture	50.6
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	3.9	% industry	14.8
Poor as % of total rural population 1/	40.1	% manufacturing	6.2
Total labour force (million) 1998 1/	6	% services	34.6
Female labour force as % of total, 1998 1/	51.9	Consumption, 1998 1/	
<b>Education</b>		General government consumption (as % of GDP)	8.7
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	113.3	Private consumption (as % of GDP)	85.8
Adult literacy rate (% of total population) 1997 3/	66	Gross domestic savings (as % of GDP)	5.5
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1996 3/	1 974	Merchandise exports, 1998 1/	705
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	n.a.	Merchandise imports, 1998 1/	1 097
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	n.a.	Balance of merchandise trade	n.a.
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	6.9	before official transfers, 1998 1/	- 521
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	0.1	after official transfers, 1998 1/	- 224
Percentage population without access to safe water 1990-97 3/	70	Foreign direct investment, 1998 1/	121
Percentage population without access to health services 1981-92 3/	n.a.	<b>Government Finance</b>	
Percentage population without access to sanitation 1990-97 3/	81	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	n.a.
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	n.a.
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1998 1/	2 210
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	23	Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	61.5
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	130.6	Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	1.5
<b>Land Use</b>		Nominal lending rate of banks, 1998 1/	18.3
Arable land as % of land area, 1997 1/	21	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	7.8
Forest area (km <sup>2</sup> thousand) 1995 1/	98.3		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	55.7		
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	7.1		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000

2/ World Bank, *Atlas*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1999

## PREVIOUS IFAD LOANS IN CAMBODIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Currency	Approved Loan Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Agriculture Productivity Improvement Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	11 Sep 96	22 Sep 97	30 Jun 04	L - I - 423 - KH	SDR	3 300 000	27.4%
Agricultural Development Support Project to <i>Seila</i>	IFAD	UNOPS	HC	08 Sep 99	16 Feb 00	30 Sep 06	L - I - 513 - KH	SDR	6 350 000	10.6%



## LOGICAL FRAMEWORK

Project Description	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<b>Strategic Goal</b> Poverty of the targeted households in the project area is reduced.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Per capita income in relation to the current poverty line of USD 112 per capita per year.</li> <li>Stunting of children &lt; 5 years of age in relation to the current level of 36% in Kampot and 49% in Kampong Thom at PY3, PY7 and at full development (PY10).</li> </ul>	Household income and expenditure surveys and nutrition surveys at PY0, 3, 7 & 10. Data disaggregated by gender.	Political stability and security maintained and no internal or external shocks to the economy.
<b>Project Objectives</b> 1. Poor households in the project area able to sustain increased food production and farm incomes from intensified and diversified crop and livestock production.  2. An increase in the capacity of the poor to use the services available from government and other sources for their economic and social development.	<ul style="list-style-type: none"> <li>39 150 poor households have increased incomes from crop and livestock production by PY10 in relation to 0.75 USD per day return to labour.</li> <li>Households with 0.7 ha of land, increases in incomes by 19-46% and those with 1.3 ha of land by 25-61% by PY10.</li> <li>39 150 poor households increase their use of services available from government and other service providers by PY10.</li> </ul>	Provincial surveys and statistics (production, incomes etc.) at PY0, 3, 7 & 10. Project M&E: impact studies and beneficiary monitoring data disaggregated by gender.	Political stability and security maintained and no internal or external shocks to the economy.
<b>Outputs</b> 1. Communities participated in meeting their own needs through participatory and gender-sensitive approaches with government agencies and other service providers able to respond to farmers' needs as expressed during the participatory planning process.  1.1. Self-confidence, social cohesion and stability built in local communities.  1.2. Target group members and local communities empowered.  1.3. Gender concerns mainstreamed.	<ul style="list-style-type: none"> <li>573 villages have participated in their own development by PY7.</li> <li>881 functioning community and grass-roots organizations established in 573 villages by PY7.</li> <li>573 villages reached by service providers in response to their demand.</li> <li>Poor men and women in 573 villages participating in project interventions by PY7.</li> <li>An increase of 25% of representation of the poor and women in the decision-making bodies of farmers/users groups and communities and taking leadership roles in the 573 villages by PY7.</li> <li>Frequency of conflicts in communities reduced by 50% by PY7 in relation to PY0 and 881 functioning and cohesive farmers groups established by PY7.</li> <li>39 150 households able to negotiate and use project assistance and services by PY10.</li> <li>15 000 (40%) family agreements negotiated by PY7.</li> </ul>	Provincial reports, project M&E: impact studies and beneficiary monitoring data disaggregated by gender.	A participatory approach to rural development remains government policy and continues in the project implementation.
2. Increased awareness throughout the project area of ways to improve crop and livestock production in the villages and subsequent adoption of improved methods and technology for increased farm production.  2.1. Approaches to extension improved based on field experience of the operation of the agricultural extension guidelines.	<ul style="list-style-type: none"> <li>By PY7, some 984 villages reached by extension and demonstration programme.</li> <li>By PY10, a total of 39 150 households will be employing improved crop-production technologies on 15% of the cropped area, and 15% of the total livestock population will be benefiting from improved livestock husbandry.</li> <li>No. of improvements recommended to PDAFFs &amp; MAFF for refinement of the extension guidelines.</li> </ul>	Provincial reports, project M&E: impact studies and beneficiary monitoring.	Proven and acceptable technology and approaches are available.
3. Rural communities gain access to water for	<ul style="list-style-type: none"> <li>By PY7, a total of 118 villages with improved access roads.</li> </ul>	Provincial reports,	Investment in





Project Description	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>supplementary irrigation in the wet season, safe drinking water and road communications services.</p> <p>3.1. Health status of the women and children improved and savings in labour in fetching water realized.</p> <p>3.2. Availability of support services and marketing opportunities improved.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>By PY7, some 4 700 ha paddy receiving supplementary wet season irrigation and 13 750 households with safe drinking water.</li> <li>22.8 days saved per year per household for 13 750 households from fetching water from afar and no. of days of sickness per family per year reduced by 25% by PY7.</li> <li>17 visits of extension workers per village per year in the first 3 years of project intervention and thereafter 9 visits per village per year.</li> <li>No. of visits by private traders to the communities and volume of produce sold increased.</li> </ul>	Project M&E: impact studies and beneficiary monitoring.	infrastructure remains a high priority for rural communities.
<p>4. A functioning system of decentralized development, planning, financing and implementation established so that project services are delivered to the target group in a participatory, sustainable and timely manner.</p> <p>4.1. Work culture of public institutions changed towards delivery of participatory and demand-driven services.</p> <p>4.2. Lessons learned fed to provincial and national governments for the improvement of decentralization and deconcentration policy.</p> <p>4.3. Accountable governance enhanced in public institutions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>From PY1, PRDCs able to coordinate all provincial rural development activities in accordance with the provincial development plans.</li> <li>Performance of implementing agencies under their PRDC contracts improved over time.</li> <li>No. of initiatives from service providers to respond to farmers' demand and no. of problems resolved.</li> <li>No. of changes in working practices introduced.</li> <li>No. of recommendations made on decentralization policy and operations.</li> <li>Work efficiency and accountability improved.</li> <li>No project funds misused.</li> <li>All project staff recruited following transparent and competitive procedures.</li> </ul>	PRDC meeting minutes; Review of contract performance; and Project M&E: impact studies and beneficiary monitoring.	Political stability and security maintained Decentralized development remains government policy and <i>Seila</i> programme introduced in Kampong Thom and Kampot starting in 2000.
<p><b>Activities</b></p> <p><b>1. Community Development (CD)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>CD activities carried out in the villages within the districts where GTZ is working.</li> <li>Capacity-building for the provincial and district CD team members and members of the commune and village development committees (including women).</li> <li>Training for self-help groups and other community organizations, especially women.</li> <li>Organize groups, with help of the technical agency concerned, that will manage and maintain project-financed infrastructure investments.</li> <li>Gender awareness programme and training conducted.</li> <li>Environmental awareness programme promoted.</li> <li>Land titling carried out in priority areas including all irrigation schemes supported by the project.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Social mobilization and participatory planning carried out in 573 villages in 11 districts by PY7.</li> <li>Training by PY7: 12 provincial and 58 district CD staff, 1 384 commune and 6 266 village committee members (40% women).</li> <li>Training provided to 8 860 members of self-help and other community organizations by PY7.</li> <li>1 148 VTCs trained in O&amp;M by PY7.</li> <li>Gender awareness programme conducted in 573 villages in 11 districts by PY7.</li> <li>Environmental awareness programme conducted in 573 villages in 11 districts by PY7.</li> <li>15 000 plots given land titles, including all those in project-assisted irrigation schemes by PY7.</li> </ul> <p><b>Total estimated base cost USD 3.48 million.</b></p>	<p>Project progress reports, Project AWP/Bs and MTR and PCR reports.</p> <p>Data for training numbers disaggregated by gender.</p>	<p>Villagers prepared to work together on projects that will benefit the whole community.</p> <p>PSWRAM able to work with PDRD for the formation of farmers water-user communities.</p> <p>GTZ TA from the Land Management Project available.</p>
<p><b>2. Agricultural and Livestock Development</b></p> <p><b>2.1 Crop Production</b></p>			

Project Description	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<ul style="list-style-type: none"> <li>Province-wide crop demonstration programmes (rice, upland crops and home garden crops).</li> <li>Special programmes (e.g., seed multiplication programme for rice and upland crops).</li> <li>Development of new extension programme package.</li> <li>Establishment of a network of farmer extension workers.</li> <li>Capacity-building for the provincial and district agricultural staff (including women).</li> </ul> <p><b>2.2 Livestock Production</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Establishment and support for VLAs, district VLA associations and pharmacies.</li> <li>Major animal disease under control.</li> <li>Province-wide extension programmes for animal health and production.</li> </ul> <p><b>2.3 Pilot Natural Resource Management Activities</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Village pilots in Kampong Thom.</li> </ul> <p><b>2.4 Capacity-Building</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Training for members of component management team.</li> <li>Training for provincial technical staff.</li> <li>Training for members of district outreach teams.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>3 000 ha of crop demonstrations by PY7.</li> <li>USD 210 000 expenditure by PY7 and no. of households taking up the programme.</li> <li>USD 70 000 expenditure by PY7 and no. of households taking up the programme.</li> <li>Farmer-to-farmer extension established in 15 districts by PY7.</li> <li>28 provincial staff and 90 district staff trained in crop-production and extension technology.</li> <li>VLAs: 425 in Kampong Thom and 417 in Kampot trained and 3 VLA associations established in each province by PY7.</li> <li>Vaccination campaigns carried out in 532 villages.</li> <li>532 village livestock demonstrations by PY7.</li> <li>By 2001/2 two natural management schemes completed in two villages.</li> <li>8 staff trained each year.</li> <li>20 staff trained each year</li> <li>92 staff trained each year.</li> </ul> <p><b>Total estimated base cost USD 6.76 million</b></p>	<p>Project progress reports, Project AWP/Bs and MTR and PCR reports.</p> <p>Data to include no. of lead farmers, specialist farmers, farmer extension workers and VLAs disaggregated by gender.</p>	<p>No extreme rainfall patterns occur.</p>
<p><b>3. Rural Infrastructure</b></p> <p><b>3.1 Irrigation and Water Management</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Feasibility and detailed design studies.</li> <li>Formation of farmers' water-user groups.</li> <li>Construction of feasible schemes.</li> <li>Operation and maintenance of constructed schemes.</li> <li>Training for PSWRAM staff.</li> </ul> <p><b>3.2 Rural Access Roads</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Survey, design, cost estimation and priority ranking of proposed road projects and selected roads constructed.</li> <li>Training and equipping road maintenance groups.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>12 studies undertaken in Kampong Thom and 3 in Kampot by PY7 in view of the technical, economic and environmental requirements.</li> <li>All feasible schemes have a water-user association at the planning stage (committee members 30% women).</li> <li>10 schemes constructed in Kampong Thom and 2 schemes in Kampot by PY7 with required beneficiary contribution.</li> <li>All schemes constructed have a functioning water-user association responsible for O&amp;M.</li> <li>10 provincial and district staff trained in various engineering and participatory aspects of irrigation development by PY7.</li> <li>300 km of village access roads surveyed, 200 km of rural access roads selected and constructed and 400 culverts constructed by PY7, benefiting 118 villages and 21 176 households.</li> <li>118 road maintenance groups (100% women) trained and equipped by PY7.</li> </ul>	<p>Project progress reports, project AWP/Bs and MTR and PCR reports. Data on the number of beneficiaries, trainees and staff disaggregated by gender.</p>	<p>Rural infrastructure continues to be a high priority for the target group.</p>





Project Description	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constructed roads maintained.</li> <li>• Training for PDRD rural roads staff.</li> </ul> <p><b>3.3 Rural Water Supplies</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Groundwater resources study.</li> <li>• Survey, design, cost estimation and priority ranking of proposed water-supply projects and selected schemes constructed.</li> <li>• Training of water user groups (mostly women).</li> <li>• Water-point caretakers operating the water points.</li> <li>• Training for PDRD water-supply staff.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 118 road maintenance groups (100% women) carrying out routine road maintenance by PY7 with payment on a self-financing basis.</li> <li>• 16 provincial and district staff trained in construction of rural access roads using participatory techniques by PY7.</li> <li>• By end 2001 two groundwater resources studies completed to the same standard as the JICA study.</li> <li>• 900 water points constructed by PY7, benefiting 13 750 households.</li> <li>• 900 VTCs for water schemes (min. 60% women) trained by PY7.</li> <li>• 1-2 managers operating and maintaining each water point by PY7, 100% women.</li> <li>• 11 provincial and district staff trained in participatory development of village water-supply schemes by PY7.</li> </ul> <p><b>Total estimated base cost USD 5.94 million.</b></p>		
<p><b>4. Support to Institutional Development and Project Implementation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Training members of PRDCs in coordinating all rural development activities in the project area.</li> <li>• Recruitment of suitably qualified and experienced staff for PRDC ExCom units to coordinate project activities.</li> <li>• Establishment of PSU in MRD with suitably qualified and experienced staff to provide interprovincial and overall project coordination.</li> <li>• Training of ExCom and PSU staff.</li> <li>• Set-up of the system of contracting between PRDC and the implementing agencies for implementing project activities.</li> <li>• Identification of parameters in GTZ databases to use as baseline indicators for project monitoring.</li> <li>• Set-up of the system for monitoring project implementation and beneficiary participation rates disaggregated by gender.</li> <li>• District integration workshops.</li> <li>• Beneficiary impact-monitoring workshops and participation in decision-making.</li> <li>• Feedback of findings into next year's AWP/B.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 30 PRDC members trained in coordination of decentralized rural development projects and programmes by end 2001.</li> <li>• By loan effectiveness, project focal point and staff of each ExCom unit appointed: local capacity-building 2, finance 2, M&amp;E 2, contract administration 2-3 and 1 support staff.</li> <li>• PSU established before loan effectiveness with a part-time project director, deputy project director, 2 finance, 1 planning, 1 procurement and M&amp;E and 2 support staff and able to coordinate with provincial governments and cofinanciers in all project implementation matters.</li> <li>• By PY2 all PSU and ExCom staff trained in various aspects of decentralized project implementation.</li> <li>• The number and quality of contracts satisfactorily executed each year based on the approved AWP/Bs.</li> <li>• By end 2001 baseline indicators established in the M &amp; E system.</li> <li>• By end 2001 project M&amp;E system operating.</li> <li>• 1 district integration workshop per district per year.</li> <li>• 1 district impact assessment per district per year.</li> <li>• 1 beneficiary monitoring workshop per district per year and 1 provincial workshop per district per year (50% participants are women).</li> <li>• Number of recommendations incorporated into future AWP/Bs and number of policy initiatives identified.</li> </ul> <p><b>Total estimated base cost USD 3.94 million.</b></p>	<p>Project progress reports.</p> <p>Staff recruitment records. Project AWP/Bs. Beneficiary evaluations and MTR and PCR reports.</p> <p>Data on the number of trainees and staff disaggregated by gender.</p>	<p>Government will introduce the <i>Seila</i> programme to Kampong Thom and Kampot provinces starting in 2000.</p>

## QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS

1. Quantitative Inputs	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	Total	5. Incremental Production Targets	Tons	6. Beneficiaries	Households	
Districts for community development activities	8	9	11	11	11	11	11	11	Paddy	26 100	Crop production	(combined)	
Villages - social mobilization and participatory planning	145	155	197	222	271	261	277	573	Mung bean	308	Livestock production	(estimate)	
Community development provincial staff employed and trained	12	12	12	12	12	12	12	12	Watermelon	4 100	Irrigation		
Community development district staff employed and trained	42	48	58	58	58	58	58	58	Cassava	3 075	From Agricultural Development	39 150	
Training for village development committee members - days	5 075	5 355	6 685	7 938	9 891	10 045	10 549	55 538	Cattle liveweight (cattle fattening)	696	From Rural Access Roads	21 176	
Community-based groups and associations - assisted	52	74	101	135	173	173	173	881	Pig liveweight (pig fattening)	805	From Water Supply	13 750	
Land registration - titles granted	4 000	16 000	16 000	12 000	-	-	-	48 000			<b>Total</b>	<b>74 076</b>	
<b>Agriculture and Livestock Development</b>													
Crop demonstrations - ha	267	369	528	672	487	389	297	3 009		Head			
Training new village livestock agents	137	240	180	74	20	-	-	651	Piglets (sow breeding)	4 998	<b>Adjusted Total</b>	49 628	
Village livestock agents training (new and existing)	-	328	568	748	822	842	842	4 150	Chicken liveweight	2 675 443	(allows for double counting by assuming that		
Establishment of VLA associations	-	4	2	-	-	-	-	6			70% of both rural access road and well		
Village extension and animal husbandry training days	-	64	72	80	92	108	116	532			beneficiaries also benefit from		
Commune vaccination campaigns	-	64	72	80	92	108	116	532			agricultural development.)		
Provincial agriculture staff - numbers employed and trained	28	28	28	28	28	28	28	28					
District agriculture staff - numbers employed and trained	90	90	90	90	90	90	90	90					
Lead farmer training - days	1 335	1 845	2 640	3 360	2 435	1 945	1 485	15 045					
Specialist farmer training - days	900	900	900	900	900	900	900	6 300					
<b>Rural Infrastructure</b>													
<b>Irrigation and Water Control</b>													
Scheme survey and design - no.	8	6	4	4	4	4	-	30					
Construction - Kampong Thom - ha	-	450	500	500	450	450	-	2 350					
Construction - Kampong Thom - ha	400	670	1 140	140	-	-	-	2 350					
Engineering staff employed and trained	9	9	9	9	9	9	9	9					
Farmer water-user communities formed and trained	3	3	2	2	2	-	-	12					
Irrigated area operated and maintained by beneficiaries	-	400	1 520	3 160	3 800	4 250	4 700	4 700					
<b>Village Water Supplies</b>													
Project area groundwater survey	2	-	-	-	-	-	-	2					
Construction - no.	95	172	172	172	172	162	-	945					
Engineering staff employed and trained	11	11	11	11	11	11	11	11					
User groups formed	9	172	172	172	172	162	-	945					
Caretakers trained and operating (women 1-2 per scheme)	190	344	344	344	344	324	-	1 890					
<b>Rural Access Roads</b>													
Road length surveyed and designs - km	100	100	100	-	-	-	-	300					
Construction - km	-	50	70	80	-	-	-	200					
Laterite capping - km	-	50	70	80	-	-	-	200					
Engineering staff employed and trained	8	8	8	8	8	8	8	8					
Road maintenance groups trained and operating - no.	10	10	10	10	10	-	-	50					
<b>Support to Institutional Development</b>													
Provincial Rural Development Committee members - training days	150	-	-	-	-	-	-	150					
ExCom staffing plus project focal point	21	21	21	21	21	21	21	21					
PSU staffing	8	8	8	8	8	8	8	8					
Ministry of Economy and Finance	1	1	1	1	1	1	1	1					
<b>2. Project Cost Summary (incl. Contingencies) and Financing (USD '000)</b>													
	<b>Total</b>	<b>German</b>											
		<b>IFAD</b>	<b>Govt.</b>	<b>AusAID</b>	<b>WFP</b>	<b>Benefic.</b>	<b>Govt.</b>	<b>%</b>					
Community Development	3 839	1 246	2 223	-	-	-	370	17					
Agricultural Development	7 525	3 750	2 603	552	-	-	620	33					
Rural Infrastructure	7 081	3 538	348	-	1 300	1 301	595	31					
Support to Institutional Development	4 407	1 461	2 708	-	-	-	238	19					
<b>Total</b>	<b>22 851</b>	<b>9 994</b>	<b>7 882</b>	<b>552</b>	<b>1 300</b>	<b>1 301</b>	<b>1 822</b>	<b>100</b>					
<b>3. Economic Rate of Return and Sensitivity Analysis</b>													
	<b>%</b>		<b>4. Improvement Targets</b>				<b>Numbers</b>						
Base Case	17.3%		Paddy - ha	ha	ha	39 150							
Costs increased by 10%	15.7%		Other crops - ha	ha	ha	3 075							
Benefits reduced by 10%	15.6%		Draught animals	head	head	14 100							
Costs up 10% benefits down 10%	14.0%		Breeding cattle	head	head	14 100							
Net benefits lagged by one year	14.7%		Young cattle	head	head	42 450							
Net benefits lagged by two years	12.5%		Breeding pigs	head	head	43 725							
Switching values - costs		+ 63%	Young pigs	no	no	5 100							
Switching values - costs		- 59%	Chickens	no	no	278 692							
<b>7. Project Objectives</b>													
a. Poor households in the project area able to sustain increased food production and farm incomes from intensified and diversified crop and livestock production.													
b. An increase in the capacity of the poor to use the services available from government and other sources for their economic and social development.													
<b>8. Project Area</b>													
The 15 rural districts in the two provinces of Kampong Thom and Kampong Speu.													
<b>9. Target Group</b>													
The estimated 77 132 rural households who live below the poverty line of USD 112 per capita per year.													
<b>10. Project Strategy</b>													
a. Build on the successful experience and approaches of the GTZ-supported programmes in the project area.													
b. Implement project activities within the <i>Seila</i> framework for decentralized rural development planning, financing and implementation.													
c. Undertake community development (CD) including social mobilization, participatory planning and capacity-building for the local institutions in districts where GTZ is already operating, expanding from three to four districts in Kampong Thom and from five to seven districts in Kampong Speu.													
d. Support a province-wide targeted agricultural and livestock extension programme.													
e. Focus IFAD financing on improving agricultural productivity and efficient management of natural resources at the farm level, supported by high-priority investments in rural infrastructure (irrigation, village water supplies and access roads) in the districts where CD activities are being undertaken and where other donors are not financing these investments.													
f. Decentralize project planning and implementation to village, commune and district level for effective implementation and empowerment of local communities and beneficiaries.													
g. Implement project activities on the basis of output-oriented contracts with the provincial line agencies, private-sector contractors, NGOs, etc.													
h. Enable the economic and social development of women by "mainstreaming gender" so women participate in all project activities.													
i. Monitor and evaluate project implementation through beneficiary monitoring and impact assessments using PRAs in project-assisted villages.													
j. Cofinance with the German Government (GTZ and DED), AusAID and WFP and collaborate with other donors to ensure synergy and Complementarity.													
<b>11. Project Instruments</b>													
a. Community development in poor villages in 11 districts with new communes targeted using WFP vulnerability analysis mapping (VAM) data.													
b. A project area-wide agricultural and livestock extension programme involving training of lead and specialist farmers, Demonstrations, field days and farmer-to-farmer extension to enable poor households to adopt improved proven technology.													
c. Increase the numbers of VLAs to cover the entire project area to reduce the incidence of livestock diseases and parasitism.													
d. Identification, planning, implementation of infrastructure investments (small and medium-scale irrigation, village water supply schemes and rural access roads) in poor villages in communes where CD activities are being undertaken.													
e. O&M of project-financed infrastructure investments undertaken and financed by beneficiary user groups supported by trained village technical committees (VTCs).													
f. Provision of technical assistance, training, office facilities and equipment to strengthen the institutional capacity of provincial line agencies and the provision of project allowances to enable government staff to work full time on project activities.													
g. Implementation within the <i>Seila</i> system for decentralized development and provision of support to the ExCom units of the Provincial Rural Development Committees and their Secretariats, the soon-to-be-elected Commune Councils and the Village Development Committees.													

# COSTS AND FINANCING

**Table 1: Expenditure Accounts By Component - Base Costs (USD '000)**

	Community Development		Agr'l Dev		Rural Infrastructure Development						Support to Institutional Development			Physical Cont.				
	Comm. Dev.	Land Reg.	Land Reg.	Agr'l Dev.	Agr'l Dev.	Irrigation and Water Control	Irrigation And Water Control	Rural Water Supply	RuralWater Supply	Rural Access Roads	Rural Access Roads	Supp. to Min. of	Supp. to Mgmt.				Supp. to Mgmt.	
	Kampong Thom	Kampong Thom	Reg Kampot.	Kampong Thom	Kampong Thom	Kampong Thom	Kampong Thom	Kampong Thom	Kampong Thom	Kampong Thom	Kampong Thom	Rural Dev.	Kampong Thom	Kampong Thom				
															Total	%	Amount	
<b>I. Investment Costs</b>																		
<b>A. Civil Works</b>																		
Rural Roads	-	-	-	-	-	-	-	-	-	610.00	560.00	-	-	-	1 170.00	10.0	117.00	
Drinking Water	-	-	-	-	-	-	-	298.50	254.00	-	-	-	-	-	552.50	10.0	55.25	
Irrigation	-	-	-	-	-	1 175.00	1 097.50	-	-	-	-	-	-	-	2 272.50	10.0	227.25	
Buildings	48.00	84.00	2.00	2.00	120.00	102.00	-	10.00	-	-	-	-	30.00	30.00	428.00	10.0	42.80	
<b>Subtotal Civil Works</b>	<b>48.00</b>	<b>84.00</b>	<b>2.00</b>	<b>2.00</b>	<b>120.00</b>	<b>102.00</b>	<b>1 175.00</b>	<b>1 107.50</b>	<b>298.50</b>	<b>254.00</b>	<b>610.00</b>	<b>560.00</b>	<b>-</b>	<b>30.00</b>	<b>4 423.00</b>	<b>10.0</b>	<b>442.30</b>	
B. Vehicles and Motorcycles	60.40	125.92	7.56	7.56	188.68	178.60	10.08	30.08	17.56	16.30	10.08	10.08	27.00	35.12	35.12	760.14	-	-
C. Equipment	19.90	23.50	27.70	27.70	86.56	65.71	14.60	36.88	7.08	7.08	5.88	5.88	21.60	25.90	25.90	401.87	-	-
D. Materials	5.00	9.20	31.20	31.20	668.38	561.14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 306.12	-	-
<b>E. Training and Studies</b>																		
Agricultural Training	-	-	-	-	250.68	210.29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	460.97	-	-
Other Training	381.99	410.29	0.75	0.75	-	-	1.17	2.17	2.02	1.02	2.17	2.17	-	2.44	2.44	809.36	-	-
Studies	-	-	-	-	-	-	12.00	150.00	64.00	64.00	-	-	142.00	203.76	207.96	843.72	-	-
<b>Subtotal Training and Studies</b>	<b>381.99</b>	<b>410.29</b>	<b>0.75</b>	<b>0.75</b>	<b>250.68</b>	<b>210.29</b>	<b>13.17</b>	<b>152.17</b>	<b>66.02</b>	<b>65.02</b>	<b>2.17</b>	<b>2.17</b>	<b>142.00</b>	<b>206.20</b>	<b>210.40</b>	<b>2 114.05</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>F. Technical Assistance</b>																		
National	56.70	56.70	-	-	96.60	96.60	-	4.20	-	-	-	-	-	84.00	50.40	445.20	-	-
International	528.00	528.00	36.00	36.00	1 120.00	1 528.00	64.00	136.00	-	-	54.00	54.00	-	1 040.00	1 264.00	6 388.00	-	-
Pilot Activities	-	-	-	-	15.00	15.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30.00	-	-
<b>Subtotal Technical Assistance</b>	<b>584.70</b>	<b>584.70</b>	<b>36.00</b>	<b>36.00</b>	<b>1 231.60</b>	<b>1 639.60</b>	<b>64.00</b>	<b>140.20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54.00</b>	<b>54.00</b>	<b>-</b>	<b>1 124.00</b>	<b>1 314.40</b>	<b>6 863.20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Investment Costs</b>	<b>1 099.99</b>	<b>1 237.61</b>	<b>105.21</b>	<b>105.21</b>	<b>2 545.90</b>	<b>2 757.34</b>	<b>1 276.85</b>	<b>1 466.83</b>	<b>389.16</b>	<b>342.40</b>	<b>682.13</b>	<b>632.13</b>	<b>190.60</b>	<b>1 421.22</b>	<b>1 615.82</b>	<b>15 868.38</b>	<b>2.8</b>	<b>442.30</b>
<b>II. Recurrent Costs</b>																		
A. Staff Salaries	47.43	106.11	18.36	18.36	149.58	139.68	9.36	13.86	14.22	11.79	9.36	9.36	20.58	25.20	27.72	620.97	-	-
B. Project Allowances	122.98	240.34	52.84	52.84	329.94	310.14	20.52	31.44	33.72	26.82	20.34	20.34	156.27	71.43	78.24	1 568.21	-	-
<b>C. Operation and Maintenance</b>																		
O&M Rural Infrastructure	-	-	-	-	-	-	168.75	268.25	89.22	78.44	69.30	69.30	-	-	-	743.25	10.0	74.33
O&M Buildings	4.20	7.80	0.12	0.10	12.00	10.80	-	1.20	-	-	-	-	-	3.60	3.60	43.42	5.0	2.17
O&M Vehicles	55.20	114.50	6.05	6.05	183.78	175.04	8.74	27.74	26.47	24.20	8.74	8.74	41.00	67.61	67.61	821.46	5.0	41.07
O&M Equipment	6.51	8.19	5.82	5.82	34.73	26.13	7.15	17.29	2.66	2.66	13.88	13.88	8.18	10.06	10.06	173.03	5.0	8.65
Office Running Costs	7.94	17.39	3.60	3.60	26.32	24.44	1.25	2.92	2.92	1.94	-	-	30.49	25.20	25.20	173.20	5.0	8.66
Utilities	6.44	9.86	0.54	0.54	17.46	16.29	1.95	2.03	2.03	2.03	2.03	2.03	22.75	8.40	8.40	102.75	5.0	5.14
<b>Subtotal Operation and Maintenance</b>	<b>80.29</b>	<b>157.74</b>	<b>16.13</b>	<b>16.11</b>	<b>274.28</b>	<b>252.71</b>	<b>187.84</b>	<b>319.42</b>	<b>123.29</b>	<b>109.27</b>	<b>93.94</b>	<b>93.94</b>	<b>102.41</b>	<b>114.87</b>	<b>114.87</b>	<b>2 057.10</b>	<b>6.8</b>	<b>140.02</b>
<b>Total Recurrent Costs</b>	<b>250.70</b>	<b>504.19</b>	<b>87.33</b>	<b>87.31</b>	<b>753.80</b>	<b>702.53</b>	<b>217.72</b>	<b>364.72</b>	<b>171.23</b>	<b>147.88</b>	<b>123.64</b>	<b>123.64</b>	<b>279.27</b>	<b>211.50</b>	<b>220.83</b>	<b>4 246.28</b>	<b>3.3</b>	<b>140.02</b>
Physical Contingencies	1 350.70	1 741.80	192.54	192.52	3 299.70	3 459.86	1 494.56	1 831.54	560.39	490.28	805.77	755.77	469.87	1 632.72	1 836.65	20 114.66	2.9	582.32
Price Contingencies	8.81	16.29	1.01	1.01	25.71	22.84	135.33	140.13	40.48	34.79	69.16	64.16	5.12	8.74	8.74	582.32	-	-
<b>Inflation</b>																		
Local	102.70	141.63	11.27	9.63	213.68	190.73	229.16	187.55	74.28	62.38	97.39	91.10	58.37	72.48	68.16	1 610.51	-	-
Foreign	46.51	57.52	5.80	4.28	172.50	207.81	6.73	16.07	3.65	3.38	7.94	7.94	8.06	116.67	154.97	819.85	-	-
<b>Subtotal Inflation</b>	<b>149.22</b>	<b>199.15</b>	<b>17.08</b>	<b>13.92</b>	<b>386.17</b>	<b>398.54</b>	<b>235.89</b>	<b>203.62</b>	<b>77.93</b>	<b>65.76</b>	<b>105.33</b>	<b>99.04</b>	<b>66.43</b>	<b>189.16</b>	<b>223.14</b>	<b>2 430.36</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Devaluation	-17.65	-24.07	-1.88	-1.59	-36.09	-32.19	-40.12	-32.26	-12.86	-10.78	-16.80	-15.72	-10.01	-12.34	-11.58	-275.92	-	-
<b>Subtotal Price Contingencies</b>	<b>131.57</b>	<b>175.08</b>	<b>15.20</b>	<b>12.33</b>	<b>350.08</b>	<b>366.35</b>	<b>195.76</b>	<b>171.36</b>	<b>65.07</b>	<b>54.98</b>	<b>88.53</b>	<b>83.32</b>	<b>56.43</b>	<b>176.81</b>	<b>211.56</b>	<b>2 154.43</b>	<b>2.8</b>	<b>60.71</b>
<b>Total</b>	<b>1 491.08</b>	<b>1 933.16</b>	<b>208.74</b>	<b>205.85</b>	<b>3 675.50</b>	<b>3 849.05</b>	<b>1 825.66</b>	<b>2 143.04</b>	<b>665.94</b>	<b>580.04</b>	<b>963.46</b>	<b>903.26</b>	<b>531.42</b>	<b>1 818.28</b>	<b>2 056.95</b>	<b>22 851.41</b>	<b>2.8</b>	<b>643.03</b>
Taxes	37.39	70.47	8.75	8.71	122.73	111.39	152.28	155.10	49.19	42.77	55.68	49.66	28.75	38.34	38.34	969.55	5.8	56.22
Foreign Exchange	688.98	804.29	90.63	89.11	1 884.35	2 256.21	103.69	239.63	45.39	42.15	92.06	92.06	97.83	1 271.85	1 534.15	9 332.39	0.5	43.74





**Table 2: Disbursement Accounts by Financier  
(USD '000)**

	IFAD		WFP		German Government		AusAID		Beneficiaries		Government		Total		Foreign Exchange	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%			
<b>A. Civil Works</b>																	
1. Rural Roads	836.30	59.4	481.63	34.2	-	-	-	-	-	-	90.25	6.4	1 408.17	6.2	-	1 317.93	90.25
2. Drinking Water	420.65	62.4	76.53	11.4	-	-	-	-	10953	16.2	67.41	10.0	674.12	3.0	-	606.71	67.41
3. Irrigation	1 483.11	54.0	741.55	27.0	-	-	-	-	247.18	9.0	274.65	10.0	2 746.49	12.0	-	2 471.84	274.65
4. Buildings	439.74	90.0	-	-	-	-	-	-	-	-	48.86	10.0	488.60	2.1	-	439.74	48.86
<b>Subtotal Civil Works</b>	<b>3 179.80</b>	<b>59.8</b>	<b>1 299.71</b>	<b>24.4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>356.71</b>	<b>6.7</b>	<b>481.17</b>	<b>9.0</b>	<b>5 317.39</b>	<b>23.3</b>	<b>-</b>	<b>4 836.22</b>	<b>481.17</b>
<b>B. Vehicles</b>	648.91	80.0	-	-	-	-	-	-	-	-	162.67	20.0	811.58	3.6	612.62	36.28	162.67
<b>C. Equipment and Materials</b>	1 823.89	96.6	-	-	-	-	-	-	-	-	63.68	3.4	1 887.57	8.3	799.75	1 024.14	63.68
<b>D. Training and Studies</b>																	
1. Studies and Agricultural Training	1 450.71	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 450.71	6.3	-	1 450.71	-
2. Other Training	-	-	-	-	909.90	100.0	-	-	-	-	-	-	909.90	4.0	-	909.90	-
<b>Subtotal Training and Studies</b>	<b>1 450.71</b>	<b>61.5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>909.90</b>	<b>38.5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 360.61</b>	<b>10.3</b>	<b>-</b>	<b>2 360.61</b>	<b>-</b>
<b>E. Technical Assistance</b>	-	-	-	-	6 972.46	92.7	551.62	7.3	-	-	-	-	7 524.08	32.9	7 001.54	522.54	-
<b>F. Staff Salaries</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	697.17	100.0	697.17	3.1	-	697.17	-
<b>G. Project Allowances</b>	1 759.14	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 759.14	7.7	-	1 759.14	-
<b>H. Incremental Operating Expenses</b>																	
1. O&M Rural Infrastructure	-	-	-	-	-	-	-	-	944.28	100.0	-	-	944.28	4.1	-	944.28	-
2. O&M Buildings	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51.69	100.0	51.69	0.2	-	46.52	5.17
3. O&M Vehicles	774.99	80.0	-	-	-	-	-	-	-	-	193.75	20.0	968.74	4.2	678.12	96/87	193.75
4. O&M Equipment	173.43	85.0	-	-	-	-	-	-	-	-	30.61	15.0	204.04	0.9	142.83	30.61	30.61
5. Office Running Costs	183.61	90.0	-	-	-	-	-	-	-	-	20.40	10.0	204.01	0.9	61.20	122.41	20.40
6. Utilities	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	121.12	100.0	121.12	0.5	36.33	72.67	12.11
<b>Subtotal Incremental Operating Expenses</b>	<b>1 132.03</b>	<b>45.4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>944.28</b>	<b>37.9</b>	<b>417.56</b>	<b>16.7</b>	<b>2 493.87</b>	<b>10.9</b>	<b>918.48</b>	<b>1 313.35</b>	<b>262.03</b>
<b>Total disbursement</b>	<b>9 994.48</b>	<b>43.7</b>	<b>1 299.71</b>	<b>5.7</b>	<b>7 882.36</b>	<b>34.5</b>	<b>551.62</b>	<b>2.4</b>	<b>1 300.99</b>	<b>5.7</b>	<b>1 822.24</b>	<b>8.0</b>	<b>22 851.41</b>	<b>100.0</b>	<b>9 332.39</b>	<b>12 549.47</b>	<b>969.55</b>



## ORGANIZATION AND MANAGEMENT

### A. Project Organization and Executing Agencies

1. The project implementation and management responsibilities will be decentralized to the provincial governments within the framework of the *Seila* programme for decentralized development. The project organization will involve the PSU in the MRD and the STF and its secretariat at the national level. In each of the two provinces, project implementation will involve: (i) PRDC, ExCom, and PDRD, PDAFF, PSWRAM and PDLMUPC; (ii) at district level, the district development committee and the district-based staff of the provincial line agencies; (iii) in the communes, the CDCs and their administrations; (iv) at the village level, the beneficiaries, self-help groups, pagoda committees, VDCs, extension groups, FWUCs and VTCs who will play a major role in project planning and implementation. Private-sector contractors, artisans, NGOs or VTCs will implement all construction work of rural infrastructure facilities. Support will be provided by the technical ministries and other projects in specialist technical training as required.

### B. Project Implementation Arrangements

2. **Planning.** The local participatory planning process for the project will follow that of the *Seila* programme from village, commune, district and provincial to national level, and will use streamlined annual PRAs and farming systems analysis as the basis for data collection, problem/solution identification, setting priorities and sub-project formulation. Each implementing agency will prepare an AWP/B for the forthcoming year based on the participatory planning process from the villages. The agreed district plans prepared during the district integration workshops, which will determine where the various infrastructure investments will be made and the location for the different types of crop and livestock demonstrations, will form the basis of the provincial AWP/Bs. The PRDCs will review these AWP/Bs for inclusion in the provincial public investment programmes and subsequently submit the provincial AWP/Bs to the PSU for consolidation and subsequent endorsement by the STF and inclusion in the national public investment programmes and budgets.

3. **Contract implementation arrangements.** On behalf of the PRDC, the ExCom in each province will coordinate the implementation of all project activities and manage the project through contracts between the PRDC and the implementing agencies, private-sector contractors, VDCs and NGOs based on the approved project AWP/B. The ExCom Units and the Departments of Planning and Finance will also work under contracts with PRDC for specific tasks under the project. All project contracts will be on competitive terms and conditions, with specific provisions for the specific type, location, timeframe, quality and quantity of activities or services to be undertaken each year, roles and responsibilities of each party, the expected outputs, estimated inputs and budgets, payment schedule, and procurement and reporting requirements. The contracting procedures will follow the established *Seila* procedures.

4. **Staff selection.** Staff selection will follow a transparent recruitment and selection process with an agreed timetable involving advertising of posts, shortlisting of candidates and interviews. All key project staff selected will have qualifications and experience that match those of the job descriptions. A specially assigned recruitment committee will be constituted to select and recruit the PSU staff at the national level, and similar committees will be established at provincial level under the chairmanship of the governor for the selection and recruitment of the provincial and district staff working for the project.

5. **Technical assistance.** One CAAEP regional adviser will cover each province to assist the PDAFFs in running the province-wide extension programme. GTZ will provide the international and national TA to support provincial development planning and management, help the PRDCs and the ExComs develop their capacity to coordinate participatory rural development programmes, develop the abilities of the CD teams to mobilize communities and support the development of grass-roots organizations and provide technical backstopping to the land registration and the agricultural, livestock and irrigation staff in the districts. German Development Service will provide assistance to the seed multiplication programme and





irrigation development, and support development of the capacity of each PDRD to implement the rural access road sub-components. APIP will provide additional volunteer TA to the irrigation development in Kampong Thom.

### C. Management and Coordination Responsibilities

6. **At the national level**, the roles and responsibilities of the STF will include: (i) provision of policy guidance in respect of government policy on the decentralization of government functions and development; (ii) provision of inter-ministry coordination where the PSU is unable to resolve coordination issues; and (iii) endorsement of the project AWP/Bs.

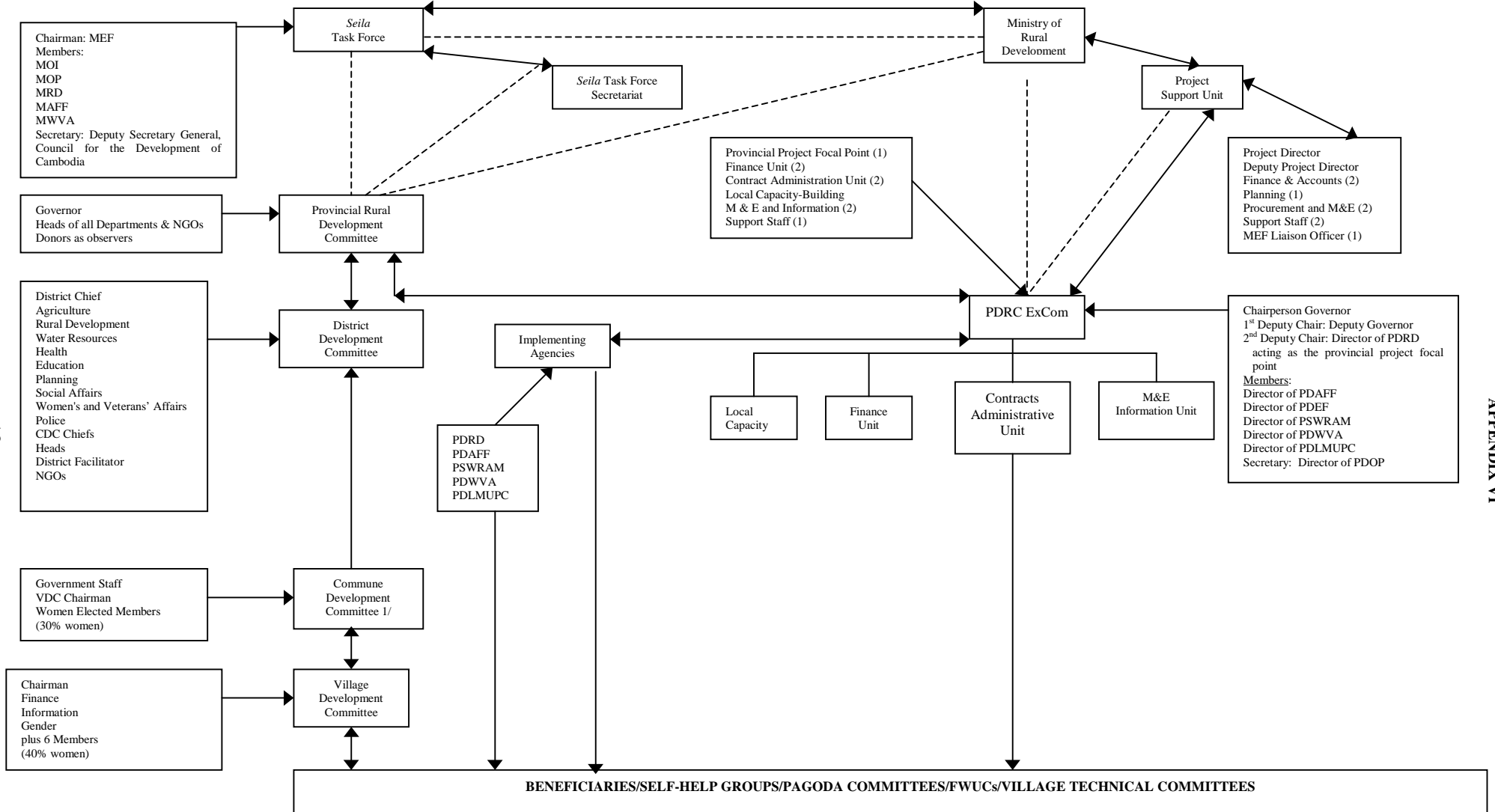
7. On behalf of MRD, the PSU will: (i) provide inter-ministry and inter-provincial coordination, and coordination and linkages with other programmes; (ii) liaise with donors and coordinate donor assistance through quarterly meetings with cofinancing partners in planning, budgeting, and management and implementation of project activities; (iii) process major procurement packages of goods and services in cooperation with the two provinces; (iv) review and consolidate the project AWP/Bs; (v) prepare and maintain accounts for project expenditures; (vi) consolidate physical and financial progress reports and prepare for audit of the project accounts; (vii) establish and supervise the operation of the system of M&E and beneficiary impact assessment; (viii) prepare a MOU between MEF, MRD and the provincial governments for execution; (ix) arrange for external evaluations of the project (mid-term and completion); and (viii) operate the project account for the PSU.

8. **At the provincial level**, the PRDC in each province will: (i) provide policy guidance to the line agencies and coordinate policy and major operational issues for all rural development programmes; (ii) review and decide the target area of the project interventions; (iii) endorse the project AWP/Bs; (iv) review and endorse six-monthly and annual progress reports; (v) ensure that the project activities are coordinated with those of the other donor agencies operating in the province; and (vi) organize quarterly coordination meetings among all cofinanciers and partners to coordinate policy, planning, budgeting, management and operational issues related to project implementation. The project focal point in each province will be the PDRD representative on the ExCom and will serve as the coordination point for the PRDC, ExCom, PSU and external financiers in respect of the project implementation in the province.

9. The PRDC ExCom in each province, assisted by the four ExCom management units, will manage and coordinate the implementation of the project AWP/B. Each ExCom will: (i) review the sectoral investment plans prepared by each implementing agency and the project AWP/B consolidated by the Department of Planning for submission for approval by the PRDC; (ii) initiate the preparation of contract proposals with the implementing agencies; (iii) review the contract proposals submitted by the implementing agencies and recommend them for approval and signature by the Chair of the ExCom; (iv) operate the Project Account for financing of the project activities against the approved project AWP/B; (v) ensure that the finance system and payments against approved contracts are efficiently managed, monitored, accounted for and periodically audited; (vi) ensure the smooth operation of the M&E and reporting systems; and (vii) ensure that the four management units of the ExCom are properly staffed, managed and financed, and effectively perform their duties in accordance with their assigned roles and responsibilities.

10. Each implementing agency will have a component or sub-component manager responsible for implementing project activities under their respective responsibilities, including planning, staff supervision and reporting. Each implementing agency will: (i) with the approval of the provincial staff selection committee, select provincial and district project staff; (ii) supervise all district staff; (iii) design and implement capacity-building programmes for the project staff, farmers and community leaders in their specific fields; (iv) prepare their specific section of AWP/Bs based on local planning processes and district integration workshops; and (v) manage the implementation of activities, including supervision of staff, payment of project allowances, vehicle, motorcycle and other running costs on contracts with the PRDCs. Chart 1 shows the project organization structure and links between the implementing agencies and the project beneficiaries. Chart 2 shows the flow of funds from IFAD to the beneficiaries.

**CHART I: PROJECT ORGANIZATION STRUCTURE**



12

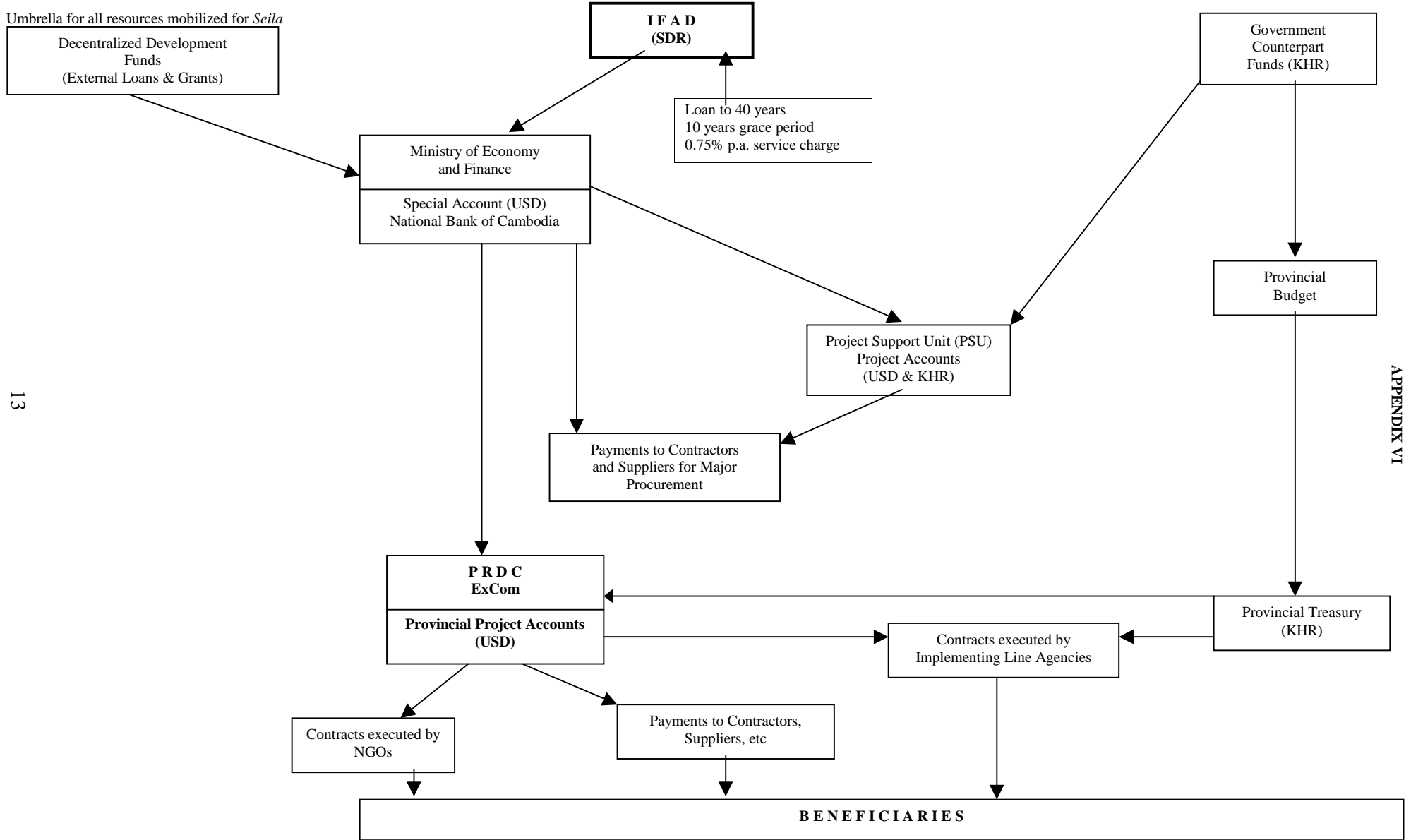
—————> Composition or delivery of services  
 - - - - - Information/Coordination. In line with the Government decentralization policy, the Provincial Government in the project area will be fully responsible for the implementation of the project.  
 <----- Reporting

CDC = Commune Development Committee  
 ExCom = Executive Committee  
 FWUC = Farmer Water-user Community  
 FWUG = Farmer Water-user Group  
 MAFF = Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 MEF = Ministry of Economy and Finance  
 MOI = Ministry of Interior  
 MOP = Ministry of Planning  
 MRD = Ministry of Rural Development

MWRAM = Ministry of Water Resources and Meteorology  
 MWVA = Ministry of Women's and Veterans' Affairs  
 PDAFF = Provincial Department of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 PDLMUPC = Provincial Department of Land Management, Urban Planning and Construction  
 PDOP = Provincial Department of Planning  
 PDRD = Provincial Department of Rural Development  
 PDWVA = Provincial Department of Women's and Veterans' Affairs  
 PRDC = Provincial Rural Development Committee  
 PSWRAM = Provincial Services of Water Resources and Meteorology  
 VDC = Village Development Committee

1/ To be replaced by Commune Council after the elections in 2001.

**CHART 2: FLOW OF FUNDS**



## ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

### A. Financial Analysis

1. A detailed financial and economic analysis was undertaken during both project formulation and appraisal. Two groups of farm models have been prepared to analyse the impact of the project on the income of target group households, each with three variations depending on whether the farm adopts crop, livestock or crop and livestock technologies. These farm models were designed to pattern the landholdings and resource availability of poor and very poor farm households within the project area. The farm models illustrate the project's expected impact on the incomes, food security and labour use of adopting farm households. For the poorest households, two sensitivity analyses have also been run, the first for a household with no draught power and the second for a household with only a single adult. The models show increases in household incomes ranging from 19-61% while the incremental returns to incremental labour range from USD 1.74 to 4.67 per day, which exceed the opportunity cost of labour (USD 0.75-1.00 per day) in the growing season by a substantial amount. Therefore, farmers should have an incentive to adopt the improved crop and livestock production practices. The table below provides a summary of the analysis of the farm models and shows the estimated "with project" and "without project" income from farming activities of the households with different resources and assets.

#### Household Benefits and Returns to Labour

Model  Types of Improvement	Without Project			With Project				
	Total Household Income/ <sup>a</sup> USD	Total Farm Labour Days	Return to Farm Labour USD/day	Total Household Income USD	Total Farm Labour Days	Return to Farm Labour USD/day	Incremental Family Income %	Incremental Return per Incremental Day (USD)
<b>Farm Model 1</b>								
Crop	270	184	0.64	340	200	0.94	26	4.67
Livestock	270	184	0.64	322	215	0.79	19	1.74
Crops and livestock	270	184	0.64	389	231	1.05	44	2.69
- no draught animal	247	148	0.64	370	195	1.12	31	2.66
- labour constraint	187	183	0.64	273	218	1.05	46	3.23
<b>Farm Model 2</b>								
Crop	365	246	0.95	500	289	1.37	37	3.75
Livestock	365	246	0.95	455	301	1.16	25	2.09
Crops and livestock	365	246	0.95	587	331	1.50	61	3.09

<sup>a</sup> Including farm and non-farm income in both the "with" and "without" project situations.

2. Labour should not be a constraint as households with two people working, of whom one is only available for 50% of the time, can provide the extra labour required and more. The analysis shows that a farm family with one working member and with 0.71 ha should also be able to provide all the labour required. This type of household with a "without project" annual household income of USD 187 is among the poorest 10% of the population. While such households have a good incentive to adopt improved crop and livestock technology, with a 46% increase in income and an incremental return to incremental labour in excess of USD 3 per day, the household will still be poor (among the poorest 20% of the population), but no longer destitute. In a low-output labour-intensive farming system, there are limits to the scope for increasing incomes of households with limited labour resources.

### B. Economic Analysis

3. The economic viability of the project has been evaluated over a 20-year period. Benefit streams have been calculated on the basis of the net annual value of the incremental crop and livestock production based on the assumption that 15% of farmers in the project area take up the production packages by PY10. Benefits from drinking water supply and road access are based respectively on



reduction in the costs of water collection and transport of goods. Crop production benefits include those from areas benefiting from investments in irrigation and water control. Cost streams have been adapted from the annual project costs and include all the project costs and the cost of support services beyond the life of the project.

4. The overall economic internal rate of return of the project, including all costs and quantified benefits, is 17%. Switching values at a discount rate of 10%, the estimated opportunity cost of capital in Cambodia, indicate that the project can sustain a 63% reduction in benefits or a 59% increase in project costs before becoming uneconomic.

5. Separate analyses have been prepared for each type of infrastructure investment. Investment in irrigation and water control gives a return of 13% with a capital cost of USD 600 per ha, i.e., the maximum level in Kampong Thom and the preliminary estimated costs for Stung Phe and Boeng Nimol but without including any benefits from flood control. Investment in village water supplies gives a rate of return of 15% based on the value of the labour saved in collecting water, but excluding any benefits from improved health or from the economic value of the incremental water used. Finally, while the saving in transport costs gives a return of only 2% on the investment in road improvements, this excludes any benefits from any increased traffic generated as a result of the road improvement or from the social benefits that access roads provide, e.g., access to marketing opportunities, education, health and other services.

### C. Benefits and Beneficiaries

6. The project will have both direct and indirect beneficiaries. About 39 150 households will benefit directly from the agricultural development programme. It has been conservatively assumed that improved production technology is adopted on about 15% of the available paddy land (3 195 ha) and that the average households cultivate about 1 ha each. It is likely that most of these households will adopt both crop and livestock improvements. Similarly, those benefiting from project investments in irrigation (of a command area of 4 700 ha) are included within this number.

7. The project will also benefit households by improving roads and market access. Over the project period, a total of 200 km of rural access roads will be improved. The economic analysis of roads assumes that each village has about 1.7 km of roads, and that on average the number of rural households per village is 143 and 219 in Kampong Thom and Kampot respectively. On this basis, about 21 176 households will benefit from the rural access road sub-component. Clearly many of the households benefiting from agricultural extension will also benefit from the roads. These others will include petty traders, village transporters, civil servants, migrant labourers, schoolchildren, and landless people doing casual labouring jobs within the village. The same is true of those who will benefit from the rural water supply sub-component. Members of villages who do not adopt agricultural extension recommendations may nevertheless benefit from access to clean water supplies. Landless households, the elderly and/or those who may be unwilling to change their cultivation practices may well be among those who live near to a well. It is assumed that about 30% of the total number of beneficiaries from roads and drinking water will be incremental, i.e., benefiting from these sub-components only.

8. **Government budgetary implications and cost recovery.** As the government will continue to finance the basic salaries of all staff and there will be no incremental staff, the costs to the government for staff salaries will remain unchanged throughout the project period and thereafter. The only activity that will continue after the end of the project period is the agricultural and livestock demonstration and extension programme. To ensure continued full-time working by the project staff, the government will need to finance the running costs for the agricultural extension programme after PY7 with an estimated annual cost of USD 176 750 in the two provinces, of which USD 96 000 is for project



APPENDIX VII

allowances. In addition, the government will continue to incur the costs of building maintenance estimated at USD 2 200 p.a. The total annual recurrent costs will be USD 178 950 from PY8. However, with the expected reform of the civil service, the government should be able to finance the costs of project allowances from savings achieved by reducing staff numbers and increasing salaries to levels where project allowances are no longer needed to ensure full-time working. This assumption reduces the annual costs to USD 82 950 p.a. for the two provinces. The beneficiary groups will be responsible for financing the O&M costs of the infrastructure constructed with project assistance so there will be no added burden to the government budget. Cost recovery will be achieved through beneficiary contributions to the cost of the infrastructure investments, i.e., 10% for irrigation and USD 5-10/household for drinking water supply, depending upon the type of facilities constructed.